plutôt de la lecture des lacunes, à laquelle contraint la manière dont les textes nous ont été transmis, enrichit considérablement la question et ne manquera pas de relancer le débat, car la reconstruction, si cohérente et si brillante soit-elle, est inévitablement, dans certains cas, conjecturale, et fait peut-être la part trop belle au politique en minimisant quelque peu les intérêts esthétiques de Fronton.

Rémy POIGNAULT.

Anna Maria URSO, *Dall'Autore al Traduttore. Studi sulle Passiones celeres e tardae di Celio Aureliano*, ed. Dr. Antonino Sfameni : Messina, 1997, 164 pages, I.S.B.N. 8780-7820-122-7.

Ce jeune chercheur, qui a travaillé sur Catulle et Martial, s'intéresse depuis plusieurs années à l'écrivain-médecin Caelius Aurelianus, qui, probablement au Ve siècle de notre ère, rend lisible dans l'Occident latin l'œuvre grecque de Soranos d'Éphèse. Elle lui a consacré sa thèse inédite, *Il vocabolario nosologico nelle Passiones celeres e tardae di Celio Aureliano fra tradizione e innovazione. Analisi macrotestuale, paratestuale e lemmatica* (Florence, 1995, sous la direction de Silvestro BOSCHERINI) et elle a participé au colloque organisé à Lausanne-Genève en novembre 1996 par Philippe Mudry : *Caelius Aurelianus. Nouvelles approches*. Ce Célius doit-il être considéré plutôt comme un traducteur ou plutôt comme un auteur ? Anna Maria URSO prend parti : elle présente ici plus qu'un livre véritable quatre études excellentes qui visent en quelque sorte à donner à cet auteur ses lettres de noblesse.

Elle examine d'abord la structure du traité, avec ses titres et ses renvois internes : c'est l'architecture de l'œuvre, texte et métatexte. Puis elle passe aux citations que fait Célius des *auctoritates*, auteurs médecins et non médecins, ce qui pose le problème de ses rapports avec Soranos d'Éphèse et de sa fidélité à la doctrine méthodique. Dans le chapitre III elle s'interroge sur la finalité de ce travail de traduction : pour elle, Célius est plus qu'un simple traducteur. Le quatrième chapitre élargit les perspectives : il ne se borne pas au grand traité sur les maladies mais examine aussi les autres ouvrages attribués, à tort ou à raison, à l'auteur africain : Mlle URSO conclut que cette adaptation du *magnum opus* de Soranos est destinée à la formation professionnelle d'un public de *discipuli* et s'intègre dans un ambitieux *curriculum studiorum*.

Ce petit livre très prometteur intéressera les philologues, les linguistes, les historiens de la médecine et les historiens de la culture en général.

Danielle GOUREVITCH.

Sciences historiques.

Heinz BELLEN, *Grundzüge der römischen Geschichte* : Darmstadt, Primus Verlag I, *Von der Königszeit bis zum Übergang der Republik in den Prinzipat*, 1994, 245 pages. II, *Die Kaiserzeit von Augustus bis Diocletian*, 1998, 344 pages.

Cet ouvrage, en deux tomes, prend la suite d'un livre similaire de H. VOLKMANN, plusieurs fois réédité entre 1965 et 1985. Il se propose de présenter les bases de l'histoire romaine, bien que sa taille (près de 600 pages) interdise de le réduire à un simple manuel. Ouvert par l'exposition des origines mythiques de Rome, il se clôt par l'abdication de Dioclétien, considéré comme le créateur d'un nouvel

Empire. Cette coupure est contestable, car la réorganisation de l'Empire, amorcée par Dioclétien, sera parachevée par Constantin. Elle a surtout la regrettable conséquence de soustraire l'essentiel de l'Antiquité tardive à l'histoire romaine.

Strictement chronologique, le plan déroule les grandes étapes de l'histoire républicaine dans le premier tome. Les origines et la période royale sont en effet très brièvement exposées dans le premier chapitre (10 pages sur 245). Le règne d'Auguste constitue le pivot de l'ouvrage : la fondation du principat termine le premier volume, tandis que la peinture de l'époque augustéenne inaugure le second. L'exposition de la période impériale suit le découpage canonique des dynasties. L'auteur consacre seulement deux chapitres à des analyses structurelles, la peinture des mutations de la société romaine au IIe siècle (prélude au récit de l'épisode gracchien), et la description du siècle d'Auguste.

Une telle construction reflète une conception strictement « événementielle » de l'histoire romaine. L'auteur expose clairement les faits et sait les mettre en relation avec la documentation littéraire et les vestiges archéologiques. Mais il ne va pas au delà. Ni les concepts, ni les structures, ni les enjeux ne sont mis en valeur. L'ouvrage ne présente aucun tableau des institutions républicaines ou de l'organisation des cités sous l'Empire : ces questions ne sont abordées qu'au moment de la création de telle magistrature ou de la promotion de telle cité. Le lecteur ne peut alors acquérir une véritable compréhension de la civilisation romaine. Ces défauts sont particulièrement criants dans les chapitres sur les périodes républicaine et augustéenne : le récit des guerres puniques ou du règne d'Auguste se réduit à la mention des faits principaux de chaque année. Dans le volume consacré à l'Empire, l'adoption d'un regroupement thématique à l'intérieur des chapitres chronologiques atténue ce travers. L'exposé est plus éclairant (spécialement pour les Julio-Claudiens), mais reste trop souvent à l'état de catalogue.

Cette démarche privilégie évidemment les aspects politiques. Les thèmes socio-économiques et culturels sont uniquement évoqués lorsqu'ils sont liés à des problèmes politiques. Seule l'évolution de la monnaie est correctement présentée, car elle s'adapte bien au temps politique. Centré sur les combats politiques livrés au sommet de l'État, l'ouvrage ne s'intéresse pas à la diversité des provinces ou à la vie des cités.

Cette conception résulte d'un choix volontaire : l'auteur l'assume dans son introduction. Elle pose cependant un problème de fond. Quelles bases, quels concepts fondamentaux un enseignant doit-il transmettre aux étudiants ? Faut-il insister sur la trame événementielle ou l'analyse des concepts et des structures ? Chacun jugera l'ouvrage en fonction de la réponse apportée à cette question.

Le deuxième volume se termine par une chronologie détaillée, une présentation des sources et un index, qui pourront rendre des services. La bibliographie, classée par chapitres, privilégie les ouvrages de langue allemande, fait compréhensible, puisque le livre s'adresse à des étudiants allemands. On regrettera l'absence de cartes.

Christophe BADEL.

Jean-Nicolas CORVISIER, *Sources et méthodes en histoire ancienne* : Paris, P.U.F., 1997, 241 pages.

L'ouvrage de Jean-Nicolas CORVISIER se présente comme un manuel à l'usage des étudiants d'histoire, mais aussi de tous ceux qui s'interrogent sur les fondements de notre connaissance du monde antique. L'auteur entend notamment

souligner la nécessité pour le chercheur de prendre en compte les méthodes, la progression et les résultats des différentes disciplines auxiliaires de la science historique.

La division en chapitres adoptée dans ce livre correspond à la présentation de chacun des types de sources : après avoir évoqué les problèmes liés aux documents littéraires (papyrologie, codicologie, ecdotique), J.N. CORVISIER aborde tour à tour les domaines de l'épigraphie, de l'archéologie, de la numismatique, et des sources figurées (céramique, sculpture, peinture et mosaïque) et présente, pour finir, les dernières perspectives de la recherche (reconstitution de l'environnement, paléopathologie, paléodémographie, et démographie historique). Une bibliographie de base ponctue chacun des chapitres, et oriente ainsi efficacement les premiers pas du jeune chercheur.

On ne manquera pas d'être sensible, en lisant cet ouvrage, aux remarquables qualités pédagogiques qu'y déploie son auteur. C'est ainsi que la progression de chaque exposé suit une logique interne très stricte : tout d'abord, pour chacun des domaines abordés, un historique aboutissant à la création des instituts de recherche, à la naissance des grandes collections et des revues scientifiques, ainsi qu'à la constitution des *corpus* spécialisés, dont la structure est même précisée pour certains ; c'est le cas, notamment, pour le *C.I.L.* ; vient ensuite une présentation des conditions historiques et matérielles qui permirent l'élaboration même de la source (le passage du *volumen* au *codex*, par exemple, la fabrication de ces deux supports, les contraintes mêmes de la rédaction), et pour finir une présentation des principes méthodologiques ayant présidé à la publication de ces données.

Au reste, le souci de clarté et de précision de J.N. CORVISIER est partout sensible : en utilisant les termes techniques traditionnels dans une langue débarrassée de tout jargon inutile, il n'hésite pas à entrer dans la complexité des diverses opérations rencontrées (sa description de la confection des *codices* est remarquable à cet égard) et parvient à rendre parfaitement intelligibles à son lecteur les méthodes de déchiffrement, les principes de datation au carbone 14, mais aussi au potassium 40, ou au thorium 232.

La précision n'est pas seulement stylistique, mais concerne également le contenu : on pourra ainsi trouver dans cet ouvrage d'utiles développements sur la typologie des inscriptions grecques et romaines, sur l'évolution des écritures, ou sur les multiples sources d'erreurs de transcription que commettaient les moines-copistes.

Il n'est pas difficile, enfin, de reconnaître à chaque page de ce livre, cette volonté propre à l'enseignant de présenter des exemples concrets et de proposer à l'occasion de véritables travaux pratiques : ici, ce sera l'examen d'un texte, tiré de la *Guerre civile* de César avec son apparat critique, de façon à saisir sur le vif la méthode du paléographe ; ailleurs, l'étude d'un document épigraphique permettra de découvrir la façon dont le chercheur doit transcrire, développer une inscription et en présenter la traduction. Des reproductions de plusieurs manuscrits, et de quelques monnaies grecques et romaines finissent d'illustrer agréablement ses propos.

En offrant au public le fruit de nombreuses années d'enseignement et de recherches, J.N. CORVISIER a réussi à aborder les divers aspects d'un sujet bien vaste tout en dépassant de loin les simples généralités. Cet ouvrage technique écrit dans un style pourtant lumineux, ne manquera assurément pas d'atteindre son but qui est de rendre compréhensibles et exploitables les nombreuses sources contribuant à l'information de l'historien.

Bernard MINEO.

Jean ANDREAU, *Patrimoines, échanges et prêts d'argent : l'économie romaine* : Rome, « L'Erma » di Bretschneider, Saggi di storia antica (12), 1997, XXI & 432 pages.

Depuis quelque vingt-cinq ans, Jean ANDREAU parcourt avec succès le vaste domaine de l'histoire financière et économique de l'Antiquité romaine, principalement celle de la République et du Haut Empire. On connaît bien ses deux livres majeurs : *Les affaires de Monsieur Jucundus*, Rome, 1974 ; et *La vie financière dans le monde romain : les métiers de manieurs d'argent*, Rome, 1987. On a moins facilement l'occasion de lire les nombreuses études qu'il a confiées, tout au long de sa carrière, à des publications très variées. Vingt d'entre elles sont réunies dans ce volume des *Saggi di Storia antica* : elles proviennent, pour une part, de quelques revues importantes, et pour le reste, d'actes de congrès ou de colloques, ou encore d'ouvrages collectifs qu'on ne trouve pas toujours facilement, et qui font le désespoir des chercheurs et des bibliographes. L'auteur les a classées en deux parties : dix études sur le thème général « Banquiers et financiers », dix autres sous le titre « Penser l'économie romaine ».

La plupart des études de la première partie ont été produites à l'époque où J. ANDREAU rédigeait sa thèse, ou sous l'influence de celle-ci. Elles sont chronologiquement très groupées et manifestent une remarquable cohérence de la démarche. Leur auteur reprend ainsi (articles n° 1 et 2) l'étude des différents groupes de manieurs d'argent et de leur statut social très variable : les sénateurs, chevaliers et aristocrates municipaux ; les « affairistes » ; et enfin les petits banquiers et changeurs professionnels, *coactores, argentarii, nummularii*, etc. Les activités financières de toutes ces catégories de la société sont analysées selon des angles divers : rapports entre la ville et la campagne et problèmes de l'évergétisme (article n° 3) ; comparaison entre la situation en Italie et dans les autres pays méditerranéens à l'époque hellénistique (article n° 5) ; étude détaillée des activités de Cluvius et de Vestorius à Pouzzoles (article n° 4). On aboutit logiquement à la fin d'un premier ensemble avec l'article n° 6, qui évoque le déclin et la disparition des métiers bancaires sous le Haut Empire (II^e^-IV^e^ siècles), en prenant appui, notamment, sur la lettre 7* de saint Augustin, que J. ANDREAU a étudiée par ailleurs.

Viennent ensuite quelques études de nature topographique et fonctionnelle : sur l'espace de la vie financière ou bancaire à Rome (articles n° 7 et 8), et sur la difficile question des comptes bancaires en nature évoqués par Gaius 4, 66 et divers autres textes. La dixième étude qui clôt cette première partie est consacrée à un problème plus global : celui de l'attitude de l'État romain face au monde de la banque et du crédit. À défaut d'une vision claire des systèmes économiques, l'auteur montre que l'État romain avait une idée plus ou moins intuitive d'un système des flux monétaires ; en cas de crise des paiements, il veillait d'abord à ses intérêts propres et à ceux des oligarques qui constituaient l'essentiel de ses soutiens.

Les études de la deuxième partie du livre couvrent un espace de temps plus large dans la vie de leur auteur ; elles reflètent une de ses préoccupations les plus constantes, qui est de chercher à asseoir ses travaux sur une méthode solide, en réfléchissant à ce que l'histoire peut nous apprendre, et à ce qu'on ne peut ni ne doit attendre d'elle. De telles analyses s'élèvent souvent — on peut risquer le mot — jusqu'à une véritable philosophie de l'histoire. Elles se présentent volontiers comme des comptes rendus détaillés, ou des études critiques, sur tel ou tel ouvrage récemment publié : ainsi l'étude n° 11, à propos de E. BADIAN, *Publicans and sinners*, assez sévèrement jugé pour son manque d'intérêt envers les sources épigraphiques et juridiques ; ou le n° 17, sur le déséquilibre des échanges et des flux monétaires entre l'Italie et les provinces, à propos d'un livre de H.U. von Frey-

berg : ou encore le ° 12, à propos de G. BODEI GIGLIONI, *Lavori pubblici e occupazione nell'Antichità classica*, qui pose l'importante question de savoir si les États antiques recouraient à des campagnes de travaux publics ou à des actions de soutien spécifique à l'agriculture afin de relancer l'activité économique.

Plusieurs autres articles abordent de façon plus générale les problèmes de l'histoire économique de l'Antiquité, parfois à travers des exemples concrets : ainsi l'étude n° 13, sur la possibilité de comparer l'économie antique à l'économie contemporaine, à propos des travaux de H.C. BOREN sur les Gracques ; ou l'étude n° 16, *Mercati e mercato*, sur la corrélation possible entre les lieux de vente et l'existence d'un marché à l'échelle d'une région ou même de l'Empire (le tout en s'appuyant sur les informations que livre la céramique, vaisselle et amphores) ; ou encore les n^{os} 18 et 19, où sont évoqués les rapports entre la cité antique et la vie économique. Nous ferons une place à part à l'étude très stimulante (n° 15) que J. ANDREAU consacre, sur la base des travaux de A. MAIURI, à la vie économique et sociale de Pompéi entre le premier tremblement de terre qui l'affecta en 62 et sa destruction définitive en 79. J. ANDREAU connaît parfaitement Pompéi et a de grandes qualités d'archéologue : la confrontation entre le regard de l'archéologue et la réflexion de l'économiste nous vaut un texte très brillant, le plus stimulant, peut-être, de tout le volume. Un ultime article (n° 20), apparemment inédit, rend hommage, en guise de conclusion, à l'activité scientifique du grand historien italien Ettore LEPORE.

Face à la somme que J. ANDREAU nous offre aujourd'hui, le recenseur peut-il jouer le jeu de la critique constructive, sans par ailleurs cacher son admiration ? S'il veut y parvenir, il devra d'abord écarter d'un revers de la main les fautes typographiques, un peu trop nombreuses, tout de même, pour ne pas déparer ce beau volume. Il devra renoncer aussi à incriminer les doubles emplois d'un article à l'autre ; on explique plusieurs fois en quoi consistait le métier des *coactores*, des *argentarii* ou des *nummularii* ; on reprend, p. 81-83, l'examen d'une page d'Apulée qui avait déjà été analysée p. 19-20 : c'était sans doute inévitable si l'on voulait tout réunir. Mais fallait-il tout réunir ? Certaines de ces pages, qui ne font que reprendre des éléments d'une thèse désormais magistralement publiée, n'étaient peut-être pas indispensables : si elles n'apportent plus rien de neuf aujourd'hui, du moins nous retracent-elles avec netteté l'itinéraire intellectuel de leur auteur.

Avec raison J. ANDREAU déplore l'insuffisance criante, et parfois l'inadéquation radicale de nos sources, face aux exigences de ce qui voudrait être une histoire scientifique de l'économie antique. Il sait parfaitement exploiter les textes littéraires, épigraphiques et juridiques, ainsi que les données de l'archéologie ; est-il permis de lui suggérer qu'il néglige quelque peu l'apport des trésors monétaires, qui font pourtant l'objet, depuis quelque temps, d'un traitement mathématique et statistique dont les résultats sont extrêmement prometteurs ? Les quelques pages qu'il consacre à cette question (ainsi p. 361-363) m'ont frappé par leur caractère rapide et allusif. Mais, de toute évidence, J. ANDREAU est philosophe plus que mathématicien. Son livre est aussi, et peut-être avant tout, un « Discours de la méthode ». Il sait que le terrain de l'économie antique est miné, et il a juré de n'avancer qu'avec prudence. Avant de mettre un pied devant l'autre, il lui arrive de consulter soigneusement Marx, Keynes, Rostovtzeff, Finley et *tutti quanti*. Cela nous vaut quelques discussions d'une subtilité toute théologique, avec tout de même l'intelligence et la séduction en plus. Allons, ne boudons pas notre plaisir : ces *Scripta varia* sont un chef-d'œuvre, et leur auteur a droit à notre gratitude et à nos félicitations.

Hubert ZEHNACKER.

Franco MONTEVECCHI, *Il potere marittimo e la civiltà del Mediterraneo antico* : Florence, Leo S. Olschki, 1997, 594 pages.

L'ouvrage trace une vaste fresque de l'histoire de la puissance navale dans la Méditerranée, depuis l'Égypte des III^e^ et II^e^ millénaires jusqu'à l'établissement du *mare nostrum* romain au lendemain de la victoire sur Carthage. Ce livre n'a pas la prétention d'être autre chose qu'une introduction au sujet : on n'y cherchera donc pas de discussion approfondie, avec renvoi à la bibliographie savante, des problèmes (même lorsque ceux-ci sont évoqués, comme c'est le cas de l'authenticité du traité Rome-Carthage de 509), ni même toujours l'état de la question le plus récent (nous pensons par exemple aux pages novatrices de F. COARELLI dans le chapitre *I santuari, il fiume, gli empori* du premier volume de la *Storia di Roma*, paru en 1988 chez Einaudi à Turin, sur la marine romaine de l'époque archaïque). Cet ouvrage de lecture agréable, agrémenté de nombreux dessins au trait de l'auteur, a l'intérêt d'attirer l'attention sur un domaine de recherche sur lequel il reste beaucoup à faire : rappelons que l'ouvrage de synthèse de J.-H. THIEL sur les débuts de l'histoire maritime de Rome, A *History of Roman Sea-Power before the Second Punic War*, Amsterdam, qui remonte à 1954, n'a toujours pas été remplacé.

Dominique BRIQUEL.

Wilfried NIPPEL, *Public Order in Ancient Rome* (Key Themes in Ancient History) : Cambridge, Cambridge University Press, 1995, X-163 pages in-8°.

Ce petit livre touche à des domaines multiples parmi lesquels celui des magistratures dont les titulaires ont pour mission, les uns de réprimer les infractions à l'ordre public, les autres d'exercer la surveillance des marchés, rues et autres lieux publics, celui des mesures qui, en cas de crise, permettent de remédier à l'absence de forces de police pendant l'époque républicaine et, plus généralement, à d'innombrables problèmes de droit. Après un chapitre d'ordre général dans lequel l'auteur définit les principes qui régissent le maintien de l'ordre à Rome, le tableau qui est brossé dans la suite du livre s'ordonne en diptyque : violence politique à la fin de la République, l'accent étant mis sur le rôle de la plèbe urbaine ; caractères de l'organisation que l'empire se donna pour assurer la paix publique à Rome par l'intermédiaire du *praefectus urbi* et, accessoirement, du préfet des vigiles qui dispose de cohortes ayant, entre autres missions, celle de veiller à la tranquillité de la ville pendant la nuit. À la différence des deux chapitres précédents où l'analyse était centrée sur Rome, le panorama s'élargit ici à l'Italie et aux provinces.

La conclusion qui ressort de ce travail doit s'apprécier dans une perspective qui fait leur part à des considérations d'ordre sociologique, voire anthropologique. W. NIPPEL s'y inscrit en faux contre l'idée selon laquelle l'absence de toute force de police à Rome serait la cause proprement structurelle des troubles qui emportèrent la République. D'autre part, tout se passe à ses yeux comme si, malgré les apparences, il n'y avait pas, en ce domaine, de différence de nature entre *libera ciuitas* et Empire. Rapprochées de données qu'il emprunte à l'histoire médiévale et même à celle de temps plus récents, les constatations qu'il invoque en ce sens conduisent à la conclusion que l'existence d'une force de police spécialisée dans le maintien de l'ordre va de pair avec la constitution d'un type d'état moderne. Dans les sociétés archaïques, l'ordre et la cohésion d'une société tiennent à des mécanismes de régulation interne dont l'efficacité peut varier avec les circonstances, mais qui maintiennent les poussées de fièvre dans les limites tolérables pour le corps social.

Si elle mérite d'être méditée, cette conclusion appelle des investigations complémentaires dans l'espace et dans le temps. Tel quel, le livre de W. NIPPEL regroupe sous une forme économique une documentation considérable et, sur plus d'un point controversé, donne un bon état de la question. L'exemple le plus intéressant est celui de la discussion qu'il consacre aux pages de W. KUNKEL (*Untersuchungen zur Entwicklung des römischen Kriminalverfahrens in vorsullanischer Zeit*) sur les compétences des *tres uiri capitales*.

Jean-Claude RICHARD.

Richard P. SALLER, *Patriarchy, Property and Death in the Roman Family* (Cambridge Studies in Population, Economy and Society in Past Time) : Cambridge, Cambridge University Press, 1997, XIV-249 pages in-8°.

Ce petit livre [1] dont le titre ne laisse pas prévoir la richesse est néanmoins de ceux qui se dévorent. R. P. SALLER, son auteur, était déjà connu par un ouvrage qui fait autorité (*Personal Patronage under the Early Empire*, Cambridge, 1982) ainsi que par une série d'articles dont certains écrits en collaboration avec B. D. SHAW qui a tout d'un autre lui-même. Il a choisi de centrer son opuscule, qui reprend, non sans les modifier sur plus d'un point, certaines de ces études, autour de la figure du *paterfamilias* et de la toute puissance du pouvoir coercitif illimité que quelques textes, normatifs ou non, invitent à lui reconnaître. La tendance est souvent chez les modernes à l'interpréter en termes d'évolution, c'est-à-dire à professer que les siècles passant, ce pouvoir fut tempéré par les liens de l'affection. Pour des raisons de principe et méthode, R. P. SALLER s'interdit de souscrire à ce postulat qui, loin d'en rendre compte, appauvrit et simplifie à ses yeux la réalité.

L'idée maîtresse de ce travail est que l'exercice de la *patria potestas* est largement tributaire des conditions démographiques qui valent pour le monde romain ici envisagé de — 200 à + 200. D'où la première partie du livre (*Introduction : Approaches to the History of the Roman Family*) qui, dans ce qu'elle peut avoir d'austère, en conditionne la suite. Elle se compose de deux chapitres dont le premier met en évidence le jeu conjugué de données capitales : espérance de vie qui est celle de chaque individu à la naissance (ou e_0) fixée ici à 25 ans, âge moyen des conjoints à leur (premier) mariage (20 ans pour la femme, 30 pour l'homme, ces deux chiffres devant être diminués de 5 ans pour les unions entre membres de l'élite sénatoriale), fécondité nécessaire pour équilibrer un taux de mortalité particulièrement élevé. Ces estimations doivent moins à des données anciennes (*Tables de vie* d'Ulpien, inscriptions funéraires, témoignage des squelettes, les indications relatives à des recensements en Égypte impériale qui nous ont été gardées par des papyrus méritant une place à part) qu'à celles qui découlent des *Regional Model Life and Stable Population* de COALE et DEMENEY, ouest, niveau 3, établies sur la base de $e_0 = 25$, et, accessoirement, niveau 6.

Sur la base des chiffres ainsi obtenus, l'auteur s'est livré à des microsimulations, en s'aidant bien sûr de l'ordinateur. Il y a pris en compte les variables qui tiennent, l'une, aux deux estimations possibles de e_0 selon le niveau envisagé, l'autre à la naissance, selon qu'elle avait lieu dans une famille sénatoriale ou non. Il peut ainsi, dans le deuxième chapitre de cette première partie, mettre à la disposition de ses lecteurs des tableaux qui, pour tout individu des deux sexes, font con-

1. Il est l'édition en « paperback » d'un ouvrage paru en 1994 et réimprimé en 1996.

naître le réseau des parentés dont il a la chance de bénéficier, et ce à chaque âge de l'existence qui est un multiple de 5, jusqu'à soixante-dix ans. Il est significatif que pour l'essentiel, les estimations proposées recoupent globalement les indications livrées par les papyrus égyptiens que les spécialistes tiennent pour les documents les plus fiables dont ils disposent pour apprécier les conditions démographiques du monde romain à l'époque impériale.

Ces tableaux mettent en évidence des particularités qui méritent de retenir l'attention. La plus significative a trait au champ d'application de la *patria potestas*. Dans l'hypothèse, qui semble la plus proche de la réalité, où $e_0 = 25$, on constate en effet qu'1/3 des enfants de la classe sénatoriale parvenus à 15 ans avaient perdu leur père, 1/2 environ lorsqu'ils arrivaient à 20 ans, les 3/5 à 25 ans et 9/10 à 40 ans. En-dehors de cette élite, les 2/3 des enfants n'avaient plus leur père lorsqu'ils atteignaient 25 ans, et plus des 3/4 à leur 30e anniversaire. Bref, tout se passait comme on le lit p. 121 : dès l'âge de 25 ans, plus d'un Romain sur deux « ne vivait plus sous l'ombre de la *patria potestas* ».

Dans ces conditions, le pouvoir des pères ne peut s'être exercé de la manière tyrannique suggérée par la vulgate. Le *ius uitae necisque*, dont le souvenir est indissociable, dans les conditions que l'on sait, des figures de L. Brutus, A. Postumius et T. Manlius, renvoie à leur qualité de magistrat et à l'oubli par leurs fils de leurs devoirs envers la cité. En-dehors de ces exceptions, il est clair que, même si la famille romaine s'ordonne autour du *pater* selon un schéma asymétrique, les relations en son sein sont prioritairement d'affection réciproque : à preuve le témoignage de l'épigraphie funéraire, mais aussi l'analyse probante qui nous est proposée de la notion de *pietas*, puisque, comme R. P. SALLER le démontre, loin de se définir en termes d'obligations à sens unique auxquelles les enfants seraient tenus envers leurs parents, l'*officium pietatis* se traduit par des devoirs réciproques.

Il découle également des deux premiers chapitres que le fils orphelin de son père est une figure beaucoup plus commune dans le monde romain que l'adulte encore soumis à la puissance paternelle. À Rome en effet, plus d'un enfant sur trois perdait son père avant de parvenir à la puberté. D'où l'importance de la tutelle et du testament sur lesquels, dans la troisième partie de son livre, l'auteur projette un éclairage intéressant en mettant en évidence les stratégies auxquelles, comme celle de la dot dans un ordre voisin, ces institutions se prêtent.

Bref un beau livre, riche de trésors multiples dont notre recension ne donne qu'une idée approximative. R. P. SALLER porte avec un égal bonheur des casquettes aussi diverses que celle du démographe, de l'épigraphiste, du romaniste et surtout d'un excellent connaisseur de la littérature latine, et ce jusque dans le domaine aussi spécial que celui des *controuersiae*. Grâces lui soient rendues de savoir, sur des questions techniques, captiver son lecteur.

Jean-Claude RICHARD.

La Mémoire perdue. Recherches sur l'administration romaine, coll. E.F.R. 243 : Rome, École française de Rome, 1998, 444 pages.

Cet important volume regroupe les actes de deux tables rondes organisées dans le cadre du programme de recherches *La mémoire perdue*, dont l'idée initiale revient à Claude NICOLET, et qui vise à éclairer le fonctionnement concret de l'administration romaine, par le biais des documents d'archives qu'elle a produits. Ces derniers ayant très largement disparu, il importe de retrouver dans les sources antiques les témoignages qui peuvent nous renseigner sur leur existence ou leur con-

tenu. La première partie, consacrée aux archives sacerdotales, regroupe sept contributions, précédées d'une introduction par John SCHEID, tandis que la deuxième s'attache aux archives des distributions frumentaires.

La table ronde sur « Les documents sacerdotaux » s'intéresse à l'usage de l'écrit par les prêtres, à travers des études consacrées à divers collèges sacerdotaux. Dans son article sur les quindécemvirs, John SCHEID examine les documents nés de la consultation des Livres Sibyllins, et en particulier l'élaboration et la circulation des oracles fabriqués par les prêtres. John A. NORTH étudie les livres des Pontifes, célèbres mais fort mal connus, et propose des hypothèses sur leur forme et leur utilisation par les prêtres et les antiquaires. Gauthier LIBERMAN s'intéresse aux documents émanant du collège *sacris faciundis*, et estime que les commentaires des Jeux séculaires proviennent de ce collège, plutôt que du sénat. Pour Adalberto GIOVANNINI, la gestion et la consultation des archives des augures dépendent des scribes des magistrats et des prêtres, et elles devaient faire l'objet de fréquentes consultations, car elles constituaient une véritable « histoire de la constitution » de Rome. Jörg RÜPKE, quant à lui, part des listes épigraphiques qui mentionnent les membres d'un « petit » collège, celui des *vicomagistri* de Rome, pour tenter de remonter aux documents administratifs qui ont servi à leur établissement. Dans une autre perspective, Mary BEARD envisage le rôle du temple comme lieu d'archives, et estime qu'ils devaient garder des documents concernant le patrimoine du dieu. L'existence d'archives sacerdotales ressort de ces études, mais elles semblent avoir été d'accès difficile. Enfin, Jean-Louis MOURGUES, dans une « annexe », dont le rapport avec le thème général paraît peu évident, étudie la forme diplomatique des *commentarii Augustorum*, et livre un appendice prosopographique du personnel employé à la confection de ces documents.

La deuxième partie de cet ouvrage s'ouvre par une introduction de Claude NICOLET, qui rappelle les principes de l'enquête, et constate que l'exemple des distributions publiques a paru particulièrement éclairant à cet égard. L'enquête prend en compte des périodes et des lieux très variés : ainsi, Ugo FANTASIA analyse un exemple particulier, celui de la ville de Samos, sur les distributions gratuites de blé ; le contrôle des ayants-droit et l'enregistrement des bénéficiaires constituent deux phases distinctes de la procédure. Léopold MIGEOTTE étudie les procédures de stockage et de vente du grain public dans les cités grecques, à l'époque classique et hellénistique. Passant au monde romain, Silvio PANCIERA et Catherine VIRLOUVET envisagent les archives de l'administration du blé public à Rome, à partir d'une série d'inscriptions mentionnant des bénéficiaires du blé public. Jean-Michel CARRIÉ étudie les distributions à Oxyrhynchos en 269-272. Dans tous les cas, un strict contrôle des ayants-droit et des rations distribuées semble avéré. Des études consacrées à des aspects spécifiques interviennent ensuite : la question du contrôle des prix du grain (Peter GARNSEY et Otto VAN NIJF), possibilité à laquelle les autorités ne semblent avoir eu recours qu'exceptionnellement ; celle du transport et du stockage des denrées (Geoffrey E. RICKMAN), qui paraît avoir généré de nombreux documents ; pour le Bas-Empire, le problème des archives des corporations liées au service de l'Annone (Boudewijn SIRKS), en particulier celle des *pistores* ; les mécanismes de transport du vin fiscal de l'Italie du Nord à Rome (Lellia CRACCO RUGGINI) et les rapports entre administration publique et commerce privé. Pour Elio LO CASCIO, le système des distributions à cette période doit s'être appuyé sur des données fournies par les propriétaires d'immeubles urbains, et constamment actualisées. Michel TARPIN étudie le rôle du cadre administratif des *vici* pour un enregistrement topographique des personnes susceptibles de bénéficier des distributions. Deux index distincts, selon les parties, facilitent grandement l'utilisation de ces travaux, en particulier un riche index des sources.

Cet ensemble d'un grand intérêt ne constitue que le deuxième volume de la série consacrée à *La mémoire perdue*, et augure bien de ceux qui suivront. Cette étude fine et précise des modalités concrètes de l'administration intéressera tous ceux qui s'interrogent sur le fonctionnement de l'État romain, et apporte des éléments forts au débat entre les tenants du « primitivisme » et ceux du « modernisme », en faveur de ces derniers.

Agnès BÉRENGER-BADEL.

Uomo, acqua e paesaggio. Atti dell'Incontro di Studio sul tema Irreggimentazione delle acque e trasformazione del paesaggio antico, S. Maria Capua Vetere — 22-23 novembre 1996 (Atlante tematico di topografia antica, II Supplemento — 1997) : Roma, 1997, « L'Erma » di Bretschneider, 366 pages, nombreuses figures.

Les travaux du colloque auquel ce volume est consacré ont tourné autour du problème des rapports que les populations de l'Italie et du monde romain entretinrent avec leur environnement naturel envisagé, en l'occurrence, sous les espèces de l'eau. Il est clair que, par sa richesse, ce thème majeur de l'histoire du paysage agraire relevait de compétences multiples, celles des archéologues et des historiens bien sûr, mais auusi celles des romanistes et, le cas échéant, des philologues. Leurs exposés ont fourni la substance de vingt-deux articles auxquels il faut ajouter cinq « interventi ». Certaines de ces communications constituent un premier état de synthèses appelées à se développer. Citons celles de G. FRANCIOSI *(Regime delle acque e paesaggio in età repubblicana)*, V. MANNINO *(Struttura della proprietà fondiaria e regolamentazione delle acque per decorso del tempo nella riflessione della giurisprudenza di età imperiale)* et P. FEDELI *(Nos et flumina inficimus (PLIN. nat. 18,3). Uomo, acque, paesaggio nella letteratura di Roma antica)*. D'autres, consacrées à une zone ou à un site, mettent à la disposition du lecteur un dossier substantiel. Signalons enfin que, par la richesse des considérations méthodologiques qui s'y trouvent développées, l'exposé de C.A. ACCORSI, M. BANDINI MAZZANTI, A. M. MERCURI et L. FORLANI *(Trasformazioni del paesaggio padano con attenzione agli ambienti umidi [Emilia Romagna-Olocene])* mérite d'être lu avec soin.

Bref, un volume qui, sur près de dix siècles, conduit le lecteur de diverses régions de la péninsule jusqu'en Tripolitaine, en passant par la Sicile et ... par la vallée des Baux, et qui devrait donner envie d'en savoir plus dans un domaine promis à un bel avenir.

Jean-Claude RICHARD.

P.-M. MARTIN, *L'idée de royauté à Rome*, II, *Haine de la royauté et séductions monarchiques (du IV^e siècle avant J.-C. au principat augustéen)*, coll. « Miroir des civilisations antiques » : Clermont-Ferrand, éd. Adosa, 1994, 1 vol., 511 pages.

C'est en priant l'auteur (et les lecteurs de la *R.É.L.*) d'excuser le retard pris par cette recension, que nous tenons à commencer notre compte rendu de l'ouvrage de Paul-M. MARTIN. Ce livre constitue le tome II d'une étude monumentale, dont le tome I, intitulé *De la Rome royale au consensus républicain*, et comptant déjà 410 pages, était paru en 1982. La qualité du premier volume avait été reconnue par tous les recenseurs, dont, ici même, J.-P. NERAUDAU, qui soulignait, en conclusion de la recension, l'intérêt avec lequel ce premier volume faisait attendre le

tome II (cf. *R.É.L.* XL, p. 434-435). Disons tout de suite que ce tome tient toutes les promesses du précédent, car on y retrouve toutes les qualités de finesse et de rigueur qui caractérisaient celui-ci.

L'auteur, soulignant « l'inépuisable sujet d'étonnement » (*dixit* P. GRIMAL) que constitue le spectacle d'une Rome impériale et monarchique sortant, à la fin du Ier siècle avant notre ère, « de la vieille cité républicaine qui se croyait si farouchement hostile aux rois », conduit en 473 pages une minutieuse enquête qui, écrit-il, « est née de cet étonnement » et qui vise à répondre à deux questions : pourquoi la haine de la royauté s'est-elle perpétuée si durablement à Rome ? et pourquoi la cité romaine, qui avait aboli la royauté, est-elle finalement retournée à la monarchie ?

Sa réflexion se divise en cinq parties, dont chacune comprend deux chapitres, eux-mêmes divisés en plusieurs sous-chapitres. La première est consacrée à « l'usage extérieur » de l'*odium regni*, et porte sur l'attitude adoptée par Rome d'abord face aux rois ennemis, qui suscitent conjointement « la peur et la haine », ensuite face aux rois amis, à l'égard desquels les sentiments des Romains vont « de l'estime au mépris ». La seconde porte sur « l'usage intérieur » de cet *odium*, et analyse de façon réellement magistrale le fonctionnement du couple antithétique « *libertas-regnum* », notamment dans les luttes entre *optimates* et *populares*, où l'auteur montre bien que les deux « partis » s'approprient tour à tour la notion de *libertas*, les premiers la revendiquant contre à la fois la *licentia* et le *regnum* des seconds, tandis que les seconds l'opposent au *regnum* des premiers — les mots n'ayant évidemment pas le même sens pour l'un et pour l'autre ! Dans la troisième partie, P.-M. MARTIN montre bien comment l'idéologie antimonarchique de la République a pu s'accommoder d'une certaine valorisation de l'ancienne Royauté, celle des origines, considérée comme fondamentalement différente de toutes les autres monarchies présentes ou passées en raison notamment de son caractère électif, et dans la quatrième il analyse avec beaucoup de finesse la recherche de formes nouvelles de monarchie, fondées sur la distinction qui tend à s'établir entre roi et tyran, ainsi qu'entre souverain légitime et souverain illégitime : cette distinction, affinée par Polybe, produit dans l'*odium regni* ce que l'auteur appelle « une faille » (p. 262), par où va peu à peu s'introduire « une justification rationnelle à la coexistence d'un antimonarchisme toujours virulent et la séduction grandissante qui émanait de la notion de royauté ». Cette partie s'achève sur un examen très novateur de l'éternelle question « César voulait-il être roi ? »; à cette question l'auteur apporte une réponse dont il reconnaît avec une grande honnêteté intellectuelle qu'elle constitue « une hypothèse évidemment invérifiable » (p. 386), et qui consiste à prêter au dictateur « un grand dessein », voire « un grandiose projet », celui de créer un Empire double, qui aurait eu deux capitales, Rome en Occident et, en Orient, soit Alexandrie soit Ilion, et aurait ainsi, ajouterons-nous, préfiguré l'Empire bicéphale du IVe siècle...

Dessein plausible, en effet, mais assurément très hypothétique ! Quant à la cinquième partie, elle est bien évidemment consacrée au Principat augustéen, dont l'auteur se demande avec pertinence s'il a constitué une synthèse véritable ou une fausse réconciliation des contraires, avant de nous inviter à y voir « un compromis entre les idéologies républicaine et monarchique » (p. 455). Peut-être aurait-il été bon, à ce propos, de développer une idée intéressante, dont on regrette qu'elle n'apparaisse qu'*in extremis*, et de manière très allusive, dans une simple note de la Postface (p. 475) : « L'infléchissement général des États modernes, y écrit l'auteur, vers des formes de plus en plus nettes, sinon ouvertement avouées, de présidentialisme constitue un phénomène qui, de notre point de vue, ne manque pas d'intérêt. »

Certes ! Nous pensons nous-même depuis longtemps que la notion contemporaine de « régime présidentiel » pourrait être utilement rapprochée de celle de « principat », et l'on peut même se demander si « le président » ne serait pas, en français, le moins mauvais équivalent de cet intraduisible *princeps* qui n'est valablement rendu ni par « l'empereur » ni (et encore moins !) par le « prince » — terme qui constitue une impropriété flagrante. Alors, « le président Néron », « le président Trajan » ? La formule, bien sûr, fera sourire, et nous-même le premier. Mais elle permettrait peut-être de faire mieux comprendre à nos contemporains (et à nos étudiants) ce que fut dans son essence cet étrange régime établi par Octave Auguste...

Quoi qu'il en soit, toutes ces analyses, qui s'efforcent d'éclairer une problématique dont la complexité est extrême, sont conduites avec une intelligence aiguë, servie par une érudition sans failles, et dans un style dont il faut louer à la fois la vigueur et la clarté. P.-M. MARTIN se meut avec la plus grande aisance dans le maquis touffu des idéologies où (comme de nos jours) les mots ne cessent de changer de sens et de se charger de connotations diverses, tantôt laudatives, tantôt péjoratives ; il se montre une fois de plus comme un remarquable historien des idées et des mentalités, et son travail est aussi stimulant pour l'esprit que riche d'enseignements. Il est fort dommage, dès lors, que l'ouvrage s'achève sur une modeste « Postface » de deux pages, qui ne saurait remplacer une véritable conclusion, valable non seulement pour lui-même, mais pour les deux volumes consacrés à *L'idée de royauté à Rome* : après tant d'analyses si pertinentes, le lecteur est quelque peu frustré de ne pas trouver la synthèse qu'il était en droit d'attendre. C'est néanmoins un très beau livre qu'à écrit P.-M. MARTIN, et il est d'une lecture passionnante. Ajoutons que son texte est précédé d'une bibliographie de treize pages, et suivi de trois *indices* extrêmement précieux (noms anciens d'hommes et de dieux ; sources, auteurs et philosophes anciens ; choses, institutions et notions). Il comporte également huit tableaux fort « parlants » : Les *gentes* descendant de rois ; les *gentes* énéades ; les quatre voies vers la monarchie divine (très astucieux !) ; les relations hommes / rois / dieux ; l'arbre généalogique de César ; l'enquête de Robert ÉTIENNE sur les Ides de Mars ; la *Domus Augusta* ; les successeurs possibles d'Auguste ; ces tableaux témoignent d'un remarquable talent pédagogique, qui n'est pas la moindre qualité de l'ensemble.

René MARTIN.

Martin JEHNE (Hg.), *Demokratie in Rom ? Die Rolle des Volkes in der Politik der römischen Republik* (Historia Einzelschriften, 96) : Stuttgart, F. Steiner Verlag, 1995, VII-141 pages.

Ce bref volume reprend les débats présentés au cours d'une réunion des historiens allemands à Leipzig. Le thème pouvait paraître convenu, mais il a été renouvelé par des travaux récents. L'article liminaire de M. JEHNE (*Zur Debatte um die Rolle des Volkes in der römischen Politik*, p. 1-9) apporte d'ailleurs un utile état des questions dans ce domaine, en évoquant les différents travaux de F. MILLAR, ou de J. NORTH et A. LINTOTT.

Ensuite dans trois longs articles sont évoqués des problèmes importants. K. J. HOLKESKAMPF (Oratoris Maxima Scaena : *Reden vor dem Volk in der politischen Kultur der Republik*, p. 11-49) analyse les *contiones* où se manifeste le rôle de l'orateur, capable par son art, par ses dons et par son *auctoritas*, de remuer les foules et de les influencer ; il s'agit d'exhorter mais aussi de réunir peuple et orateur (en passant du vous au nous par exemple), en employant un vocabulaire

spécifique et en exaltant la grandeur du peuple romain, ses vertus ancestrales et sa gloire pour créer un *consensus*. Ainsi les outils de communication permettent d'agir sur la foule et de l'influencer.

À partir des élections, M. JEHNE (*Die Beeinflussung von Entscheidungen durch « Bestechung » : Zur Funktion des* Ambitus *in der römischen Republik*, p. 51-76) s'interroge pour sa part sur l'*ambitus* et en expose en détail les manifestations. Les patrons, candidats aux élections, mettent en avant leur générosité et leur autorité pour être élus. Ce procédé acquiert une plus grande ampleur à la fin de la République, d'où la pratique de l'*ambitus*.

Enfin, E. FLAIG (*Entscheidung und Konsens. Zu den Feldern des politischen Kommunikation zwischen Aristokratie und Plebs*, p. 77-127) analyse les comices et les autres institutions où le peuple fait connaître sa volonté et recherche un consentement. Il tourne ensuite son attention vers les autres cas où le peuple peut manifester ses sentiments, comme les jeux ou le théâtre.

Cet ouvrage n'est donc pas tourné vers la théorie politique ou la recherche d'une démocratie possible ou impossible. Il s'agit de problèmes concrets et d'analyses fondées sur la pratique. Ces études trouvent leur unité dans l'analyse de la communication et des mécanismes de décision : l'art oratoire, qui exerce une influence sur les décisions ou l'*ambitus* dont l'action est différente, mais efficace, les manifestations où le peuple exerce sa volonté. Dans les deux cas, il s'agit d'une bonne synthèse qui fait utilement le point sur ces questions.

Michèle DUCOS.

Robert ÉTIENNE, *Jules César* : Paris, Fayard, 1997, 323 pages.

La carrière et la personnalité de Jules César ont déjà suscité, dans le monde savant, une abondante bibliographie où le dictateur a fait l'objet de jugements fort divers, voire contradictoires. L'objectif que s'est fixé R. ÉTIENNE dans le présent ouvrage n'est pas d'en proposer quelque synthèse ; il aspire plutôt à comprendre le personnage de l'intérieur, à saisir ses intentions afin de dégager le génie qui lui a permis de surpasser tous les autres Romains.

Pour atteindre cet objectif, la carrière de César est divisée en quatre temps, dans chacun desquels doit apparaître un aspect de ses exceptionnelles qualités. Tout d'abord, l'auteur montre que, de ses premières années jusqu'à son accession au consulat en 59 avant notre ère, ce sont, au-delà des soutiens familiaux, l'intelligence politique et un remarquable pouvoir de séduction qui permettent à César de gravir avec habileté les échelons en tirant profit des crises qui secouent alors la République romaine. Dès cette première partie s'affirment les qualités qui soutiennent la méthode de R. ÉTIENNE : documenté, renvoyant à des auteurs antiques, le récit démontre un grand souci de clarté, notamment quand il est question de la situation troublée qui suit le règne de Sylla. La même clarté est maintenue dans la deuxième partie, celle qui narre la conquête des Gaules et la guerre civile ; R. ÉTIENNE s'attache alors à peindre le portrait d'un chef militaire aimé de ses hommes et aux choix tactiques pleins de pertinence ; tandis que plusieurs cartes permettent de saisir la progression de son armée, l'exposition générale des campagnes sait aussi s'attarder sur quelques moments-clefs ; ainsi le détail du siège d'Alésia, fondé sur les données récentes de l'archéologie (p. 107-111), atteste la maîtrise de César dans l'art poliorcétique. La troisième partie de l'ouvrage s'attache à l'originalité dont sut faire preuve César une fois maître de Rome : il met en place un nouveau type de pouvoir appuyé sur l'autorité d'un seul homme, et la société

qu'il entend fonder est dépeinte au lecteur à travers différentes mesures : sans prétendre à l'exhaustivité, R. ÉTIENNE a le mérite d'organiser ce catalogue en thèmes (question des dettes, dispositions favorables au peuple, nivellement des grands, unification de l'empire, monuments et décisions religieuses visant à la glorification de sa personne) d'où émergent clairement le sens et la cohérence des réformes entreprises par César. Quant à la dernière partie, consacrée à l'assassinat dont fut victime le dictateur aux Ides de Mars 44, elle est traitée selon un mode dramatique qui n'est pas sans rappeler une enquête policière. Afin de saisir les mobiles des conjurés, l'auteur cherche à cerner le jugement porté sur César de son vivant grâce aux « dépositions » de cinq témoins indirects (Nicolas de Damas, Suétone, Plutarque, Appien et Dion Cassius); puis en examinant l'état civil des conjurés, qu'il qualifie d'« amalgame de maréchaux vieillis et de jeunes loups », et la chronologie précise du début de l'année 44, il rejette l'hypothèse selon laquelle César aurait aspiré à la royauté; en réalité, abattre César était une nécessité pour les familles sénatoriales et équestres qui se voyaient confisquer tout pouvoir dans le nouveau régime, régime dont la seule faiblesse était d'être suspendu à la vie d'un homme. Meurtre inutile, étant donné que les fondements de ce régime seront confirmés, quelques années plus tard, par le règne d'Auguste.

Malgré l'abondance des informations et les indéniables qualités de l'exposition, on peut toutefois se demander si le but est atteint. Car, en bien des passages, loin de pénétrer l'esprit de César, R. ÉTIENNE laisse s'épancher son admiration pour le personnage au point que son récit confine au panégyrique. Dans les pages où il caractérise le charisme de ce chef militaire, se référant essentiellement à l'image que César donne de lui-même dans ses *Commentaires*, il trace le portrait sans guère de nuances d'un être « habité par toutes les vertus qui conduisent à la victoire » (p. 78); et il faut attendre la fin de l'ouvrage, dans un appendice de quatre courtes pages sur César écrivain, pour que soit reconnu que ces écrits sont en partie guidés par un souci de propagande, même parfois au prix d'une évidente déformation historique (p. 287). Très rares sont les moments où se manifeste un regard critique; on ne trouve nulle réelle réflexion sur la nature de la clémence dont fit preuve César une fois vainqueur, sur les moyens qu'il utilisa pour gagner l'affection de la troupe et du peuple. Certes, R. ÉTIENNE reconnaît que César s'est approprié des richesses qui lui offrent un moyen de gouverner et surtout d'éblouir ses contemporains (p. 159-160), de dominer les consciences et enchaîner les cœurs de ses concitoyens (p. 215); mais il se limite à énumérer les mesures d'ordre religieux et de propagande sans évoquer la façon dont les Romains les reçurent et les acceptèrent. La méthode est identique pour la nature du régime, l'accusation d'aspirer à la royauté étant rejetée au moyen d'une distinction rapide et superficielle entre royauté et monarchie (p. 157), ainsi que pour les réformes sociales, qui sont ponctuées de formules soulignant à l'envi chez César « le sens des intérêts supérieurs de l'État », le refus de « sacrifier à la démagogie » (p. 175), « son désir évident de faire triompher une conception égalitaire de la société » (p. 178).

Ces remarques ne prétendent pas faire de César un tyran, mais expriment notre regret de constater que le personnage est brossé ici à la façon d'un portrait officiel souvent dénué de vie. Les titres choisis pour identifier chacune des quatre parties soulignent cette démarche artificielle (fils de Vénus ?; fils de Mars ?; fils de personne; père de tous). Ils incitent à une systématisation peu propre à rendre compte de l'évolution du caractère de César; l'auteur n'hésite pas ainsi à rompre le cours de la chronologie à la fin de la première partie pour glorifier le pouvoir de séduction de César, sans par la suite se demander comment les victoires ont pu modifier la psychologie de César et ses rapports avec les autres. En le présentant tout d'une

pièce, cette nouvelle biographie de César nous paraît peu propre à expliquer un homme aussi complexe; elle n'en demeure pas moins un bon outil pour comprendre l'enchaînement des événements dans une période aussi dense et troublée.

Fabrice EMPLI.

Ulrich GOTTER, *Der Diktator ist tot. Politik in Rom zwischen den Iden des März und der Begründung des Zweiten Triumvirats* (Historia Einzelschriften, 110) : Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 1996, 316 pages.

Nous avons eu l'occasion de souligner récemment que, décisive s'il en est pour l'avenir de Rome, la période qui sépare les ides de mars de la formation du second triumvirat appelait un travail d'ensemble. En effet les ouvrages de U. ORTMANN (*Cicero, Brutus und Oktavian. Republikaner und Caesarianer. Ihr gegenseitiges Verhältnis im Kriegsjahr 44/43 v. Chr.*, Bonn, 1998) et de P. GRATTAROLA (*I Cesariani dalle idi di marzo alla costituzione del secondo triumvirato*, Turin, 1990) ne tenaient pas toutes les promesses de leur titre. Cette lacune est maintenant comblée grâce au livre de U. GOTTER qui reprend, à quelques modifications près, une dissertation de 1992.

Ses huit premiers chapitres offrent une reconstitution minutieuse des événements dans laquelle, pour les raisons que nous verrons, l'accent est mis sur les semaines qui suivirent immédiatement le meurtre du dictateur. Même si sa manière n'est pas celle de R. SYME, l'auteur sait présenter des portraits fouillés des protagonistes du moment, mettre en lumière leurs projets, leurs volte-face et la façon dont, à défaut le plus souvent de les conduire, ils réagissent aux événements, apprécient les rapports de force, etc.

Avec le chapitre X (*Über Krise und Untergang der Römischen Republik*), U. GOTTER passe du plan de l'analyse à celui de la synthèse ou plutôt d'une réflexion sur la nature et les limites du déterminisme historique. Sans jamais céder à la tentation de refaire l'histoire en l'écrivant au potentiel du passé, il montre dans un premier temps que la période couverte par son livre doit être considérée « comme un dernier acte et non comme un épilogue » (p. 236). A son sens, en effet, toutes les conditions étaient réunies au lendemain des ides de mars pour que le régime républicain, ou ce qu'il en restait dans les années 50, pût être rétabli. Si, au faîte de sa toute-puissance, César avait entendu signifier par une série d'initiatives destinées à frapper l'opinion, que c'en était fait de l'ancien régime, il ne lui en avait pas substitué un nouveau. Précisons qu'il est à nos yeux significatif de ce point de vue que les modernes en soient réduits à s'interroger sur ses intentions. Des indices convergents donnent au demeurant à penser que la voie était ouverte à une restauration. A commencer par son beau-père Pison, aucun homme politique en vue ne condamnait le meutre du dictateur. Et les premières initiatives du Sénat allaient dans le sens d'un retour au régime républicain. Dans les événements qui suivirent, l'impondérable fut moins l'entrée d'Octave sur la scène de l'histoire, puis sa promotion au rang de champion de la cause républicaine par les tenants de celle-ci, que la mort d'Hirtius et de Pansa. Avec eux en effet disparaissait ce qu'il pouvait y avoir de cohésion et d'unité dans les troupes « républicaines ». On sait la suite des événements.

Bref, une chronique passionnante d'une mort qui n'était pas annoncée, dans un registre sobre et bien informé : cf. à la fin du livre la série des quinze *Appendices*.

Jean-Claude RICHARD.

Les élites municipales de l'Italie péninsulaire des Gracques à Néron. Actes de la table-ronde de Clermont-Ferrand (28-30 novembre 1991), sous la direction de M. CÉBEILLAC-GERVASONI (coll. Centre Jean Bérard 13, coll. E.F.R. 215) : Naples-Rome, Centre Jean Bérard, École française de Rome, 1996, 293 pages.

Il s'agit du deuxième volume rassemblant les travaux d'un groupe de recherche sur les élites municipales italiennes qui, par rapport au premier, présente la particularité que le cadre chronologique a été élargi à l'époque julio-claudienne. Cette modification doit permettre d'appréhender la façon dont les élites ont vécu la transition vers l'Empire et surmonté les guerres civiles. L'ouvrage s'articule en deux parties, l'une à dominante géographique, théoriquement centrée sur la vie sociale et politique (p. 11-178), l'autre à dominante thématique (économie; religion et art, p. 179-266). Les deux approches se recoupent tout naturellement puisque les ancrages locaux sont indispensables pour nourrir les synthèses. Par exemple, le thème de la nature de l'activité économique, essentiel puisque la fortune est une base indispensable à l'exercice du pouvoir, court à travers tout l'ouvrage (les fabriques de tuiles, les amphores etc..., dans le contexte régional, notamment P. PALAZZO, p. 47-53), et les interrogations qu'il a suscitées sont stimulantes, même si elles n'ont pu déboucher sur des conclusions définies. On reste légèrement déconcerté par le sentiment que les positions sont irréconciliables entre ceux qui, comme J.-P. MOREL (p. 181-198) ou F. COARELLI (p. 199-205, à propos d'une implication possible de la famille de la mère de Cicéron dans le foulonnage) estiment que les élites ont des activités de production lucratives, quels que soient les principes et les apparences, et ceux qui, comme J. ANDREAU ou A. TCHERNIA (p. 207-211), pensent que, dans le domaine de l'« industrie », la conformité aux règles reflète la réalité. Peut-être serait-il fructueux, dans cette perspective, de s'interroger sur la rupture dans les investissements avant et après l'ascension sociale qu'impliquerait le strict respect de l'interdiction de pratique d'activités « industrielles » : si des familles ayant réalisé la fortune indispensable pour accompagner leur promotion par la production et la commercialisation doivent abandonner celles-ci, le transfert obligatoire vers les investissements fonciers leur permet-il de maintenir leurs revenus à niveau suffisant pour conserver leur place ? L'approfondissement des modalités et des conséquences concrètes du passage des élites municipales dans les classes supérieures de l'empire, assez peu abordé ici, mis à part dans les communications de C. DELPLACE (p. 71-79, les élites de la région V) et de Y. PERRIN (p. 265-273, les consuls de l'époque néronienne) ouvrirait peut-être des pistes.

Un autre problème a donné lieu à des discussions toniques sans conclusion tranchée, celui des conséquences, sur les élites en place, de l'arrivée de colons. Le renouvellement inévitable du personnel municipal qui en découle aboutit-il à la mise à l'écart des anciennes familles ou les nouvelles, désireuses de s'intégrer, s'efforcent-elles plus de les imiter que de s'en démarquer et de les supplanter ? La question reste en suspens, même lorsque le dossier documentaire est volumineux; ainsi à Pompéi où, pour les uns, la fusion a été difficile entre colons et familles installées (F. ZEVI, p. 125-138), au point que celles-ci, affaiblies, ont été supplantées par les affranchis que ne bridait aucune prohibition économique (A. LOS, p. 145-152), alors que les autres (E. LO CASCIO, p. 111-123; H. MOURITSEN, p. 139-144) estiment que le renouvellement a été progressif, sans éviction des *gentes* en place. Tous s'accordent, toutefois, pour affirmer qu'à Pompéi une évolution s'est produite, quelles qu'en soient les modalités, alors qu'à Ostie (M. CÉBEILLAC-GERVASONI, p. 83-89; G. CAMODECA, p. 91-110) la classe dirigeante est restée stable, comme en fait foi la continuité prosopographique.

Dans les domaines de l'évergésie et de la religion, études locales et point de vue général se complètent harmonieusement. La pratique évergésique, pourvu que ses rapports avec l'exercice des magistratures soient clairement établis (G. BANDELLI, p. 13-30, pour la région X les assimile trop rapidement), peut être très éclairante, comme le prouvent les études de M. TORELLI (à partir de la restitution de deux inscriptions de *Paestum*, p. 153-178) et de E. DENCH (les portraits littéraires de notables, p. 247-254) qui mettent en évidence l'articulation entre influence locale et pouvoir central; même solidement implantées, les familles municipales restent ouvertes à des orientations idéologiques définies à Rome.

La richesse du volume, qui comporte de nombreuses listes établies à partir de considérables dépouillements, conduit à déplorer l'absence d'un *index*, au moins onomastique, qui aurait permis d'en exploiter à fond les apports, mais elle montre combien les investigations sur les élites municipales sont fertiles en résultats et en problématique.

Monique DONDIN-PAYRE.

La Rome impériale. Démographie et logistique, Actes de la table ronde (Rome, 25 mars 1994), Coll. É.F.R., 230 : Rome, École française de Rome, 1997, 242 pages.

Ce riche volume reproduit les communications présentées lors d'une table ronde tenue à l'École française de Rome, en mars 1994, qui s'insérait dans le projet de recherche sur les *Mégapoles méditerranéennes*, lancé par Claude NICOLET. Cette étude transversale visait à étudier sur la longue durée les villes du bassin méditerranéen dont la grandeur fut perçue comme exceptionnelle par leurs contemporains.

Les huit contributions publiées ici portent sur divers aspects du fonctionnement au quotidien de la mégapole que fut Rome, et tentent d'analyser les problèmes spécifiques que posait sa gestion. Elio LO CASCIO, dans une vaste étude (p. 3-76), examine les indications fournies par les sources antiques pour estimer l'importance de la population de Rome. Il étudie tout d'abord le *recensus* qui eut lieu durant la dictature de César, et conclut que cette opération, limitée à la population de Rome même, permit pour la première fois d'établir une liste distincte des citoyens romains domiciliés à Rome. S'appuyant sur le chiffre des bénéficiaires de frumentations et de congiaires, il estime leur nombre à 600 000 personnes en 2 ap. J.-C., chiffre qui connaît une légère baisse à l'époque sévérienne. Enfin, l'examen des *Régionnaires* du IV^e^ siècle et de certains passages du *Code Théodosien* suggère que ce chiffre est resté constant au IV^e^ siècle, avant de connaître une chute brutale après le sac de la Ville par Alaric. La contribution de Catherine VIRLOUVET pose le problème de l'existence d'un enregistrement régulier des décès à Rome au I^er^ siècle ap. J.-C. Elle conclut à la tenue de registres, qui s'avéraient indispensables pour certains services administratifs, dont ceux des distributions frumentaires et des concessions d'eau aux particuliers. Un service de pompes funèbres devait également exister, comme dans d'autres cités italiennes. Cet enregistrement n'avait pas des visées proprement démographiques, mais a pu être utilisé pour déterminer les ressources en hommes de l'Empire. Filippo COARELLI s'intéresse à l'extension géographique de la Ville, et en particulier à l'extension du *pomoerium* sous Vespasien. Il examine ensuite la question du nombre des *vici*, en concluant à la fiabilité des données des *Régionnaires*, de même que pour les *insulae*, terme dont l'acception est analysée en détail (p. 96-107), et qui désigne, selon l'auteur, la propriété immobilière. André CHASTAGNOL s'est attaché au fonctionnement de la préfecture urbaine, en rappelant successivement l'organisation augustéenne et son évolution sous le Haut-

Empire, avec une attention particulière pour les compétences du préfet. Au Bas-Empire, la décapitalisation de Rome en fait un véritable vice-empereur, auquel sont subordonnés les autres services administratifs, sans doute dès 331. Christer BRUUN s'interroge sur le volume et la répartition, au sein de l'*Urbs*, de l'eau fournie par les aqueducs. La distribution avait lieu selon des critères sociaux et profitait largement aux rares privilégiés (qu'il estime à 600) qui jouissaient d'une concession privée. En revanche, l'eau était relativement peu abondante pour la plèbe, comme le montrent les cas d'appropriation illégale, et la construction d'aqueducs visait souvent à alimenter de grands ensembles comme les thermes impériaux. On regrette néanmoins l'absence d'une carte indiquant les aqueducs et les bâtiments qu'ils alimentent. L'article de Lellia CRACCO RUGGINI étudie la composition des clientèles à Rome au IV^e^ siècle ap. J.-C., en cherchant à déterminer la répartition topographique des groupes et leurs liens avec les désordres urbains, qui semblent avoir éclaté pour des motifs apparemment futiles, mais sont en fait souvent l'expression de compétitions entre des clans gentilices. La tendance des chrétiens à étendre leurs activités caritatives à tous, sans user de critères politiques, fut bientôt suivie par certains aristocrates païens. Vincent JOLIVET s'attache à l'étude des conflits que générèrent les grands *horti* privés de Rome, qui représentaient pour leurs propriétaires un investissement foncier à visée spéculative, permettaient de tenir des réunions de partisans, et de mener un style de vie fastueux. Sous l'Empire, le prince voyait d'un mauvais oeil le prestige que cela leur conférait, mais, jusqu'à Caligula, l'extension du domaine impérial aux dépens des jardins privés s'est faite par acquisitions. Sous Claude et Néron, cette appropriation, devenue systématique, a pris des formes violentes, et a permis la constitution d'une véritable ceinture verte, permettant de parer aux risques d'incendie, mais servant aussi les intérêts de la maison impériale. Beate BOLLMANN étudie la distribution géographique des lieux de réunion (*scholae*) des corporations professionnelles et religieuses à Rome, d'après la documentation épigraphique et archéologique; elle propose ensuite une série de critères expliquant le choix des sites retenus, en particulier la proximité des lieux de travail et d'habitation de ses membres, mais aussi le caractère attractif du site, dans un quartier huppé ou près des centres de la vie politique. Plusieurs index, réalisés par les membres de l'É.F.R., viennent utilement compléter cet ouvrage important.

Agnès BÉRENGER-BADEL.

Andrea GIARDINA, *L'Italia Romana, Storie di un'identità incompiuta* : Roma, 1997, 442 pages.

Cette vaste étude des spécificités italiques est orientée dans une perspective maîtresse, qui apparaît dès le début, l'idée d'une « romanisation » qui crée graduellement un ordre politique et juridique mondial. L'opposition entre les spécificités « irrédentes », les pesanteurs ethniques et géographiques, si l'on veut, et le processus d'intégration, fournit un cadre à une étude panoramique, parfois diffuse et digressive. Le point de départ, le discours claudien de 47, permet de tracer une ligne de force qui va jusqu'à Caracalla et Dioclétien. La confrontation avec la version tacitéenne et les discours « sociaux » de l'annalistique montre le souci romain de dépasser les hostilités et les disparates ethniques dans un sens politique; la « consanguinité italique » est bien analysée par référence à l'anthropologie antique (MEIER, n. 54, p. 86). On adhérera à la conclusion, un peu sinueuse, selon laquelle les clivages sociaux sont plus tenaces à Rome que les oppositions ethniques (p. 13 s.).

Il manque un peu à l'analyse de la 'Table Claudienne' d'intégrer les lois municipales romaines, à l'étude du 'Carattere degli Italici' (p. 28 s.) d'interroger la psychologie des « terroirs » chez Plaute. Mais l'italocentrisme de Varron et de Virgile et les facteurs linguistiques, dominés par la « latinisation » de la Péninsule, sont bien mis en relief, et les grands mythes ethnographiques de Rome ne sont pas sacrifiés (p. 66 s.). L'étude sur le *pomoerium* (chap. 117 s.), après la riche bibliographie des pp. 78-116, est certes justifiée par le lien « entre *pomoerium* et *imperium* » (p. 127), inscrit dans la '*Lex Vespasiani*', mais était-il nécessaire de revenir si longuement sur le '*De Breuitate*' sénéquien : sur les hypothèses de datation, et sur la valeur diachronique de la « conférence » érudite mentionnant la non-intégration de l'Aventin ? Les contradictions des catalogues contenus dans l'historiographie (p. 117) sont bien connues. Si la reprise des « hypothèses » sur la date du '*De Breuitate*' dissout quelque peu les évidences, il est clair que la mention de l'Aventin valorise l'initiative claudienne, mais l' « antiquaire » est-il à ce point ridiculisé, sous un prince archéologue ?

Avec le chapitre 3, sur *Allevamento ed economia della selva in Italia Meridionale*, p. 139 s., on aborde des questions plus neuves et une anthropologie qui fait éclater le cadre rigide de l'ethnographie littéraire du chap. 1. Les problèmes de propriété terrienne et d'appropriation de l'*ager publicus* en Apulie, Calabre, Bruttium et Lucanie, p. 141 s., un peu faussés par un marxisme scolaire, font apparaître l'opposition entre les *res pecuariae* et la richesse agraire, ainsi que les soubresauts violents des « drames de la terre ». Les « itinéraires de transhumance », liés aux « marchés », se détachent d'une bonne étude économique. On regrettera un peu que l'étude de la Campanie rurale n'exploite pas le '*Satyricon*' de Pétrone ; on s'étonnera que la riche bibliographie ignore l'*Agricola*... d'HEITLAND. Mais les implications alimentaires de l'élevage porcin, et les esquisses d'une histoire de la forêt romaine retiendront l'attention.

Cette étude (§§ 6 à 10, p. 152 s.) est axée sur la déforestation et l'exploitation artisanale des bois du Sud, notamment de la Sila : l'industrie de la poix est mise en relief. Toute cette section du travail, la plus neuve, se recommande par la richesse exceptionnelle des références textuelles, techniques, juridiques, épigraphiques et de l'appareil des notes. L'arboriculture de Pline l'Ancien a peut-être été sous-estimée. Outre l'émergence d'une économie de la forêt, ce chapitre (p. 165 s.) contient un précis des « calamités naturelles », qui s'inscrit dans la perspective de la « continuité » italienne, de l'époque antonine au Bas-Empire. Chemin faisant, le lecteur aura apprécié la densité des notes prosopographiques sur les grands propriétaires du Sud (p. 174-175). Au chapitre des apports positifs de l'ouvrage, il convient encore de citer les pénétrantes analyses du chap. IV 'Uomini e spazi aperti'. A. GIARDINA, sans éviter le sautillement diachronique, des origines pastorales au IV^e^ siècle de notre ère, écrit des pages denses, dominées par l'antinomie de la civilisation et de la « barbarie », sur la vie pastorale antique, sur l'habitat des *montani* : la dureté de la nature. Tite-Live et l'*Euboïque* de Dion éclairent une anthropologie géographiquement délimitée (Samnites, Ibères, Lusitaniens) qui implique l'interférence entre *uita pastoricia* et *latrocinia* chez les 'Popoli briganti' (p. 200 s.). Après un chap. V consacré aux « crises » du système de production esclavagiste, recélant de bonnes analyses sur les problèmes viticoles de l'Empire, l'étude s'oriente vers les problèmes économiques et sociaux du Bas-Empire, sur le clivage de l'*utraque Italia* (chap. VI) ; on a bien souligné la remise en cause des concepts géopolitiques classiques, unificateurs (p. 269) ; les fictions de la *Notitia* sont récusées ; la « provincialisation » de l'Italie se détache bien, et l'auteur a évoqué (p. 293-294) la baisse du zèle administratif chez une élite possédée d'un rêve d'*otium*. Encore faudrait-il reprendre le dossier épigraphique d'ABBOTT-JOHNSON, *Municipal Administration*...

Les deux derniers chapitres décevront le lecteur. Le chap. 7, empêtré dans une idéologie moderne qui prétend éclairer l'antiquité, n'établit guère la continuité entre les problèmes latins de la terre et la 'questione meridionali' : la féodalité a remodelé les 'latifondi' modernes. L'épilogue prend la forme d'une autobiographie « partisane » — au sens étymologique — et d'une profession de socialisme « scientifique ». Cette doctrine ayant créé scientifiquement la pénurie dans les vieilles civilisations agraires, mieux vaut en sourire et retenir les aspects positifs de l'ouvrage. Peu original sur l'extension mondiale de la *ciuitas* et du *ius honorum*, souvent digressif, sur Sénèque par exemple, dont la dimension politique et rurale est négligée, le travail trahit parfois un décalage entre la rigueur abstraite des développements et la richesse convaincante des notes. Mais, pour ne retenir que l'aspect positif, A. GIARDINA nous livre d'excellents éléments d'histoire économique et de sociologie agraire.

Jean-Marie ANDRÉ.

Yann THOMAS, « *Origine* » *et* « *commune patrie* ». *Étude de droit public romain (89 av. J.-C.-212 ap. J.-C.)*, coll. de l'École Française de Rome, 221 : École Française de Rome, 1996, XV-221 pages.

Tournant cette fois-ci son attention vers le droit public romain, Yann THOMAS s'interroge sur les notions d'*origo* et de *domicilium*. En effet, les textes juridiques impériaux opposent le domicile, le lieu de résidence où l'on est *incola*, et l'*origo*, la citoyenneté d'origine qui se conserve indépendamment du domicile. Tel est le point de départ de cette recherche savante qui prolonge bien des études et renverse également bien des idées reçues.

Cette distinction doit d'abord se comprendre à l'échelon de l'empire romain car la promotion à la citoyenneté romaine est contrôlée par le pouvoir romain. Tous les citoyens appartiennent donc à l'universalité politique romaine. Une telle affirmation prend tout son sens dans l'examen des textes juridiques car de nombreux exemples montrent que tout citoyen romain est romain au même titre que s'il habitait la ville de Rome. Rome s'affirme donc comme la *communis patria*.

Deux chapitres précisent ensuite l'opposition entre le *domicilium* qui se différencie du lieu de naissance ou d'attache civique. C'est précisément sur cette notion que porte l'analyse du chapitre trois. Yann THOMAS fait apparaître une organisation rationnelle où les hommes sont liés à leur *origo*. Chacun est citoyen du lieu d'où son père est lui-même citoyen. Le lien avec la cité se transmet donc par filiation (on retrouve là l'intérêt de l'auteur pour ces questions). Selon lui, cette opposition est présente à Rome dès la guerre sociale, au moment où les Italiens accèdent à la citoyenneté. L'ancienneté de ce système en montre l'importance. Yann THOMAS considère même qu'il s'agit d'une donnée fondamentale de la civilisation romaine et en fait remonter l'origine au culte des Pénates, situé à Lavinium. Ce dernier chapitre ne paraîtra peut-être pas le plus convaincant au lecteur, mais il faut en revanche retenir de cet ouvrage ses analyses solides, l'art de maîtriser les mécanismes juridiques pour les approfondir. Par là ce livre permet une approche nouvelle de la citoyenneté romaine et son fonctionnement dans les provinces.

Michèle DUCOS.

Raymond CHEVALLIER et Rémy POIGNAULT, *L'Empereur Hadrien*, Que Sais-je ? 3280 : Paris, P.U.F., 1998, 128 pages.

Conformément aux habitudes de la collection, les auteurs nous offrent, sous un volume réduit, une masse importante d'informations appuyées sur une documentation abondante et récente.

Un peu à la manière suétonienne, ils nous présentent d'abord les années de formation d'Hadrien puis son accession à l'Empire et les problèmes posés par la succession, les mesures prises dans l'exercice du pouvoir, les voyages ainsi que les goûts du prince et son attitude religieuse. Mais ils le font selon les exigences de l'historiographie moderne.

Ils citent leurs multiples sources (littéraires, épigraphiques, archéologiques, numismatiques, etc.), les confrontent et mettent le lecteur en garde à propos de la fiabilité de certaines d'entre elles (littéraires en particulier) et contre la tentation d'extrapoler à partir de données limitées, notamment lorsqu'il s'agit de chiffres. Par ailleurs, ils brossent un tableau de la vie sociale, économique et culturelle de l'époque en dégageant les influences subies par Hadrien, les réalités avec lesquelles il doit compter et les innovations qu'il apporte. Ils nous montrent un prince qui, tout en respectant les traditions, innove pour tout ce qui touche à l'organisation de la société (rôle des chevaliers, droit de citoyenneté), de l'Empire (place des provinces par rapport à Rome et à l'Italie), et même dans le domaine religieux en revivifiant le culte impérial et en marquant pour le Soleil un intérêt qui finira par aboutir plus tard au culte solaire.

Sans prétendre résoudre toutes les questions qui se posent encore sur l'homme (son caractère, sa sensibilité religieuse) et sur sa politique (successorale en particulier), ou sur l'interprétation de certains monuments (le Panthéon, le théâtre maritime de la Villa Hadrienne), les auteurs éclairent les obscurités et suggèrent des réponses avec prudence. Ils permettent ainsi au lecteur de se faire une idée nuancée de la personnalité complexe, mais plus cohérente qu'on ne pourrait le croire, de cet empereur cultivé, philhellène, qui manifeste à la fois des tendances autocratiques et un souci réel du bien-être de ses administrés, grand voyageur qui a pratiqué une politique pacifiste et de limitation des conquêtes tout en valorisant la discipline militaire, de ce prince ami des arts et qui a su les utiliser pour la propagande impériale, grand pontife et initié à certains cultes égyptiens et qui garde encore assez de mystère pour faire rêver des contemporains comme Marguerite Yourcenar.

Très bonne mise au point pour celui qui connaît déjà Hadrien et son époque, ce petit ouvrage fournit au néophyte toutes les bases à partir desquelles il pourra creuser la question qui l'intéresse plus spécialement. Les 2 pages d'une bibliographie très éclairante sur la diversité des activités d'Hadrien l'y aideront.

Anne GADEN.

Jean-Pierre MARTIN, *Pouvoir et religions de l'avènement de Septime Sévère au concile de Nicée, 193-325 ap. J.-C.* : Paris, S.E.D.E.S., 1998, 142 pages.

Ce livre entreprend de dresser un tableau des rapports entre l'empereur et la religion au IIIe siècle. Ce projet n'avait jamais été réalisé et le chercheur était jusqu'ici obligé de consulter une bibliographie fort dispersée, qui traitait rarement la période pour elle-même. Seul faisait exception l'article de R. TURCAN sur le culte impérial au IIIe siècle dans l'*A.N.R.W.* (XVI, 2, 1978). À la vérité, les limites chronologiques du sujet n'ont pas été choisies par l'auteur, puisque l'ouvrage répond aux besoins des étudiants face à une question des concours d'enseignement d'histoire.

La référence au concile de Nicée permet toutefois à l'auteur de donner une place de choix aux rapports avec le christianisme, sans pour autant tomber dans une vision téléologique.

Dans son introduction, J.-P. MARTIN replace son étude dans le contexte plus vaste du paganisme au IIIe siècle. Il rappelle l'éclosion du « nouveau paganisme », remontant en fait à la fin du Ier siècle, plus mystique et affectif, tout en soulignant la vitalité des cultes officiels. Le cœur de l'ouvrage est articulé en quatre chapitres. Le premier analyse les liens de l'empereur avec la religion « traditionnelle », qui s'enracine dans une histoire de « longue durée » de la religiosité romaine. Il ne se limite pas seulement au culte officiel (grand pontificat, célébration des fêtes), mais évoque aussi les présages annonçant l'avènement du souverain, puis l'accompagnant au cours de son règne. Le deuxième explore la sacralité impériale dans tous ses aspects : l'association aux divinités, les Vertus impériales, le cérémonial et le culte impérial. La sacralité impériale est une donnée traditionnelle, mais elle revêt des caractères particuliers au IIIe siècle. Dans un troisième chapitre, l'auteur présente les cultes orientaux, qui furent utilisés par les empereurs pour rénover la religion publique (Mithra, culte solaire). Enfin, le dernier chapitre relate l'évolution des relations du pouvoir avec les chrétiens. L'étude de la « conversion de Constantin » et du concile de Nicée est placée sous le signe de la continuité, et non de la rupture, avec la tradition religieuse. Le dernier chapitre fait donc écho au premier, mettant en pleine lumière la complexité du sujet.

L'exposé de J.-P. MARTIN est en effet guidé par le souci de la nuance, tout en restant toujours d'une grande clarté. À propos des attributs divins des souverains, il souligne bien qu'ils n'entraînent pas une identification avec les dieux, mais indiquent que l'empereur représente et accomplit les « vertus » de ces divinités sur terre (p. 47). Le titre *deus et dominus* d'Aurélien ne signifie pas qu'il est un dieu vivant, mais qu'il est destiné à rejoindre les dieux après sa mort (p. 73). Exposant le projet religieux d'Elagabal, l'auteur note que le culte solaire n'est pas en contradiction avec celui de Jupiter, car le Soleil peut être assimilé au dieu poliade de Rome (p. 92). La question de la « conversion de Constantin » est un faux problème, car Constantin n'a pas besoin d'être chrétien pour agir comme il le fait. À partir du moment où le Dieu des chrétiens est reconnu par l'État, il est normal que Constantin intervienne dans son culte, comme pour les autres dieux romains (p. 130). L'auteur est sensible aux continuités, alors que la victoire du christianisme amène trop souvent à ne considérer que les ruptures.

Cette démarche s'accompagne d'une grande attention au concret. Utilisant sources littéraires et épigraphiques, l'auteur décrit le déroulement des grandes cérémonies : jeux séculaires de 204 (p. 38), Millénaire de Rome (p. 42), funérailles de Pertinax (p. 74). La documentation iconographique relative au sujet (monnaies, statues et bas-reliefs) est présentée et commentée, intégrée dans la réflexion d'ensemble. L'étude des reliefs de l'Arc des Changeurs permet d'analyser le rôle de l'empereur dans la religion traditionnelle (p. 31-33), tout comme celle de la Base des Décennales illustre la légitimité religieuse de la Tétrarchie (p. 61-62). L'ouvrage est en effet abondamment illustré (une trentaine de planches) : on déplorera seulement l'inversion de deux faces de la Base des Décennales, qui amène la répétition de la scène de libation, alors que le suovétaurile a disparu (p. 61).

Avec ce livre, nous disposons maintenant d'une synthèse éclairante sur les aspects politico-religieux du IIIe siècle.

Christophe BADEL.

Marie-Laure FREYBURGER-GALLAND, *Aspects du vocabulaire politique et institutionnel de Dion Cassius* (Collections de l'Université des Sciences Humaines de Strasbourg. Études d'archéologie et d'histoire ancienne) : Paris, De Boccard, 1997, 264 pages.

M. L. FREYBURGER-GALLAND, bien familiarisée avec l'*Histoire Romaine* de Dion Cassius dont elle a édité dans la C.U.F. les livres 48 à 51, en collaboration avec J. M. RODDAZ, s'attache à un problème fondamental dans l'étude de cette œuvre : la manière dont l'historien a perçu, et rendu en grec, les réalités romaines, tout particulièrement dans les domaines institutionnel et politique. Dans une introduction claire et bien documentée, elle nous fournit les données essentielles sur la bibliographie de Dion Cassius, en insistant bien naturellement sur sa carrière politique et ses rapports avec Rome; puis elle caractérise son œuvre d'historien et précise sa place dans l'ensemble de l'historiographie grecque; elle traite des problèmes linguistiques, notamment en ce qui concerne le vocabulaire, qui se sont posés à Dion Cassius pour l'expression en grec des réalités romaines. Dans cette étude, il est tenu compte, en plus de l'œuvre proprement dite de l'historien, des résumés des érudits byzantins, Xiphilin et Zonaras, mais ceux-ci n'interviennent naturellement qu'en complément, et seulement lorsque cela est nécessaire.

Le titre même de l'ouvrage indique que le travail ne porte que sur un certain nombre d'aspects, de thèmes, répartis en cinq chapitres de longueur à peu près équivalente (une trentaine de pages); sont examinés successivement le cadre de la vie politique romaine, puis les groupes sociaux et politiques, les régimes (royauté, triumvirat, principat), les magistrats, l'armée. Dans chacun d'entre eux sont donnés et examinés les équivalents utilisés par Dion, avec références à l'appui; ses choix sont expliqués, voire justifiés, et éventuellement comparés avec les solutions fournies par les autres historiens grecs, Polybe, Plutarque, Appien principalement. L'ensemble est de qualité et comporte bien des développements intéressants; je relèverai tout spécialement celui qui est consacré au principat. Dans sa conclusion, nette et précise, l'auteur souligne le souci chez Dion d'étudier de l'intérieur la vie politique romaine, et d'en faire comprendre à son public les réalités, le fonctionnement et les mécanismes.

Cette étude rigoureuse et fondée essentiellement sur la vérité des textes ne suscite guère la contestation. On peut parfois regretter son caractère avant tout analytique qui conduit inévitablement à des répétitions et à des chevauchements d'un chapitre à l'autre; pour certaines notions, telles que δυναστεία, ἀξίωμα, on aimerait, vu leur importance et leur portée, une étude plus générale, mais cela eût dépassé les limites que s'était fixées l'auteur; on souhaiterait aussi que les données chiffrées soient plus systématiques et le rapport des mots les uns par rapport aux autres plus clairement indiqué. L'ouvrage se termine sur une bibliographie et quatre index rigoureusement établis. L'ensemble est très soigné, ce qui donne à l'ouvrage un abord immédiatement agréable. Je n'ai relevé que peu de coquilles ou d'erreurs matérielles; toutefois, l'accentuation grecque ainsi que les esprits sont parfois apparemment fautifs (par ex. p. 86 ὁμιλος; p. 175 ἱπταρχος); peut-être s'agit-il dans quelques cas d'un défaut de l'impression (cas de ἑδρα, p. 99, et plusieurs autres du même genre).

J. HELLEGOUARC'H.

Michael PEACHIN, *Iudex uice Caesaris. Deputy Emperors and the Administration of Justice during the Principate* (Heidelberger Althistorische Beiträge und Epigraphische Studien, vol. 21) : Stuttgart, F. Steiner, 1996, X-267 pages.

À partir de Septime Sévère et tout au long de la période tardive de l'empire, apparaissent des juges *uice Caesaris* (ou *uice sacra*) qui jugent « en remplacement de l'empereur ». Cette fonction est celle de sénateurs; et les préfets du prétoire ou de la Ville jugent également *uice sacra*. Si ces fonctions ont été souvent mentionnées par les historiens, elles n'ont été que peu étudiées, surtout sous leur aspect juridique. Tel est donc l'objet de cet ouvrage. Il comprend nécessairement un chapitre prosopographique (ch. 2) énumérant les différents sénateurs pour lesquels cette charge est mentionnée et permettant l'analyse des carrières : ces juges sont presque tous des patriciens ou des Italiens, et se trouvent issus de familles consulaires. Ils accèdent rapidement eux-mêmes au rang consulaire et exercent des fonctions prestigieuses : proconsulat d'Afrique, préfecture de la Ville. Toutefois, la fonction de *iudex Caesaris* ne fait pas vraiment partie de leur cursus et peut intervenir à différents stades de leur carrière. Un troisième et dernier chapitre examine l'activité de ces juges : remplacement temporaire de gouverneurs, du préfet urbain ou du préfet du prétoire, délégation du pouvoir impérial dès les débuts du principat, semble-t-il. Mais l'essentiel de leur activité est judiciaire, dans les provinces et surtout à Rome, où ils constituent un service impérial permanent (p. 167). Leur fonction semble sans appel. La réforme de Constantin interdit l'appel pour les sentences des préfets du prétoire.

Outre ces considérations juridiques et historiques dont l'importance n'échappe pas, le lecteur trouvera également des aperçus du plus haut intérêt concernant la justice sous l'Empire dans le premier chapitre (Emperors and Publishing Law). Il ne s'agit pas seulement de faire brièvement apparaître le fonctionnement de la justice impériale, mécanisme au demeurant bien connu. En revanche, il y a des analyses neuves et enrichissantes sur la connaissance ou l'ignorance du droit dans l'administration impériale ou dans les provinces, sur les moyens de combler cette ignorance ou sur les injustices qui en résultent. Et ce n'est pas le moindre apport de cet ouvrage.

Michèle DUCOS.

Pierre COSME, *L'État romain entre éclatement et continuité. L'Empire romain de 192 à 325* : Paris, Seli Arslan, 1998, 288 pages.

L'ouvrage de Pierre COSME s'insère dans une série de livres publiés à l'occasion du programme d'histoire romaine pour les concours du CAPES et de l'agrégation 1997-1999, intitulé « L'Empire romain de la mort de Commode au Concile de Nicée ». Il se présente comme un manuel destiné à la fois aux étudiants et à leurs enseignants, et vise à étudier les mutations subies par le modèle impérial au long du III^e^ siècle, dans cette période cruciale, et rarement étudiée, qui voit le passage du Haut-Empire au Bas-Empire, en prêtant une attention particulière aux éléments de continuité. Le plan adopté est à la fois chronologique et thématique : chronologique, car les trois parties étudient successivement le règne des Sévères, les crises du III^e^ siècle, et la période qui va de Dioclétien à Constantin, dans les limites du programme, c'est-à-dire jusqu'en 325. Un découpage thématique intervient ensuite à l'intérieur des parties, s'attachant avant tout à l'étude des structures politiques. L'auteur s'intéresse particulièrement au pouvoir impérial et à ses rapports avec les autres composantes de l'empire. Spécialiste de l'armée romaine et

auteur d'une thèse intitulée « Armée et bureaucratie », consacrée aux usages de l'écrit dans ce corps, il dédie un chapitre particulièrement bien venu à « la place de l'armée dans l'Empire sous les Sévères ». On notera aussi de nombreux développements traitant des questions économiques, financières et fiscales, ainsi que de la vie des cités et de leurs rapports avec le pouvoir central. Sur quelques points, ses affirmations méritent toutefois d'être nuancées : ainsi, les correcteurs ne sont pas simplement « chargés de contrôler les finances de plusieurs cités » (p. 51), mais sont investis de missions plus larges, visant à restaurer l'ordre dans les communautés concernées. Quant à l'institution des curateurs de cités, il souligne que ces charges « n'étaient qu'exceptionnellement confiées à des fonctionnaires de rang équestre », car cela « aurait sans doute été ressenti par les communautés concernées comme une marque de sujétion » (p. 52), mais cette théorie ne tient pas compte des nombreux sénateurs, eux aussi fonctionnaires impériaux extérieurs à la cité, qui furent désignés pour des missions de ce genre.

Trois cartes, une chronologie très détaillée (14 pages), une bibliographie raisonnée viennent compléter cette étude, ainsi qu'un index général des noms propres, qui aurait pu utilement être suivi d'un index des notions étudiées.

Cet ouvrage est écrit dans un style remarquablement lisible, et fait une synthèse à la fois complète et claire de questions complexes et souvent encore l'objet d'âpres débats entre spécialistes. Ce n'est pas là le moindre mérite de l'auteur, qui rend ainsi accessible à un public souvent peu au fait des débats actuels, une période foisonnante et difficile d'accès. Ce livre rendra ainsi de grands services aux candidats au CAPES et à l'agrégation d'histoire, mais, par-delà ce public limité dans le temps, il devrait rester comme un instrument important pour les études universitaires.

Agnès BÉRENGER-BADEL.

Les empereurs illyriens. Actes du colloque de Strasbourg (11-13 octobre 1990), édités par Edmond FRÉZOULS et Hélène JOUFFROY : Strasbourg, Université des Sciences humaines de Strasbourg, Contributions et travaux de l'Institut d'Histoire romaine, VIII, 1998, 187 pages.

Ce recueil rassemble les communications d'un colloque tenu à Strasbourg en 1990. En raison de la durée de l'intervalle entre la session et la publication, plusieurs des participants ont disparu entre temps : E. FRÉZOULS, A. CHASTAGNOL, V. VELKOV. Son décès a de même empêché E. DEMOUGEOT de publier son intervention. Ce colloque rappelle, s'il en était besoin, la contribution de ces éminents chercheurs à l'histoire de Rome.

La notion d'« empereurs illyriens » s'attache normalement à la période 268-285, mais le colloque évoque aussi Décius et Dioclétien, originaires de la même région, qui peuvent être considérés l'un comme le précurseur, l'autre comme l'héritier, des souverains du dernier tiers du III^e^ siècle. Les intervenants utilisent essentiellement l'épigraphie et les monnaies. Les sources littéraires sont en effet rares et peu fiables. A. CHASTAGNOL relève les allusions cicéroniennes dans les biographies de l'*Histoire Auguste* et K. STROBEL note que l'épouse d'Aurélien, Ulpia Celerina, n'est pas citée par les sources littéraires.

Un groupe d'interventions réfléchit sur le parcours antérieur et les modalités d'accession au pouvoir de ces empereurs. X. LORIOT et A. R. BIRLEY étudient en détail la carrière de Décius, éclairée par la récente inscription de Montana (*A.E.* 1985 752). Né près de Sirmium, partisan d'un autre souverain balkanique,

Maximin, lors de la guerre civile de 238, ce sénateur avait cependant des liens familiaux étroits avec l'Italie. E. FRÉZOULS note que l'avènement de ces souverains suivit des modalités diverses, ce qui pose le problème de la compréhension du phénomène de l'« anarchie militaire », consensus d'officiers supérieurs pour choisir le souverain ou réponse à la pression de la troupe. L'*Histoire Auguste* y voit plutôt l'application du « choix du meilleur » : une série de lettres fictives est censée prouver que leur avènement avait été préparé par leurs prédécesseurs, Valérien en premier lieu (T. ZAWADZKI). Lors de l'interrègne suivant la mort d'Aurélien, son épouse, Ulpia Celerina, semble avoir joué un rôle important. Aurélien l'avait en effet mise en valeur auprès de l'armée dans son monnayage célébrant la *Concordia Augustorum* et la *Concordia militum* (K. STROBEL).

L'œuvre des empereurs illyriens est abordée sous plusieurs angles. Confrontant les sources littéraires sur les invasions gothiques de 267-270, T. FORGIARINI en conclut qu'il y eut une seule grande invasion, vaincue par Gallien sur le Nessos, victoire parachevée par Claude II. Étudiant les débuts de Claude II, B. HUVELIN fixe son avènement au printemps 268 et attribue à son règne les batailles de Plaisance et Fano, menées par Aurélien, en tant que chef de la cavalerie. Examinant la titulature d'Aurélien, S. ESTIOT note qu'il porta le titre de *princeps iuventutis*, allusion possible au rôle militaire des collèges de *iuvenes*, et prit celui de *restitutor orbis* dès la reconquête de Palmyre. La réorganisation du *limes* danubien est évoquée par V. VELKOV : Aurélien remplaça le légat de Mésie Inférieure par un *praeses* en 271-272, évacua la Dacie en 275 et créa une seule province de Dacie au Sud du Danube (la division daterait de 283). Selon N. NAJDENOVA, la découverte d'un temple de *Sol Augustus* à Novae à l'emplacement d'un *mithraeum* prouverait la parenté des cultes de Mithra et du *Sol* d'Aurélien, jusqu'ici récusée. Détaillant l'origine des pierres du palais de Dioclétien à Spalato, M. ZANINOVIC insiste sur le calcaire des carrières locales et le granit égyptien, venu par la route maritime Alexandrie-Salone-Aquilée.

La situation de l'Empire à cette époque est évoquée par deux communications. L'effondrement du nombre d'inscriptions dans la deuxième moitié du siècle, particulièrement des inscriptions de nature économique, serait le signe d'une crise économique des élites, notion actuellement peu en faveur chez les historiens (S. MROZEK). Dans les années précédant la chute du *limes*, les populations de Germanie Supérieure et de Dacie multiplièrent les signes de loyalisme, tel le culte de Jupiter Capitolin, pour encourager le pouvoir central à les défendre (L. MROZEWICZ).

Dans l'attente d'une synthèse, ce colloque ouvre des pistes pour mieux comprendre l'action d'empereurs qui jouèrent un rôle essentiel dans le redressement de l'Empire.

Christophe BADEL.

A. CAMERON et P. GARNSEY, *The Late Empire, A.D. 337-425*, The Cambridge Ancient History, XIII : Cambridge, 1998, 889 pages.

Chronologique dans une première partie, le développement se poursuit au travers des structures politiques et administratives, des aspects de la vie socio-économique, des relations extérieures, de l'histoire religieuse et culturelle. L'angle de vue, sélectif, témoigne d'un optimisme un peu systématique, si bien qu'on abandonne l'ouvrage avec les meilleures espérances sur la survie de l'Empire romain. Voilà pour l'impression d'ensemble mais, comme c'est naturel, certains chapitres, fort stimulants, compensent d'autres exposés plus conventionnels.

David HUNT, John CURRAN et R. C. BLOCKLEY se sont réparti les séquences événementielles : j'en retiendrai des indications sur la complexité des usurpations de 350 (p. 10 et 15), un jugement assez favorable à Constance II (p. 14, 31, 37-38, 45, 50, 55), la prise en compte de 90 années de déséquilibre fiscal sous Valens (p. 89), un éclairage de la centralité de l'Italie à partir de 400 (p. 125 et 129), l'accent posé sur le rôle de Pulchérie (p. 133-135).

La seconde partie, confiée à Christopher KELLY, Peter HEATHER, A. D. LEE et David HUNT, commence par traiter de la bureaucratie : quelque 35 000 fonctionnaires à ce qui appert de la *Notitia Dignitatum* (p. 163-164). L'avancement combine l'ancienneté, l'hérédité et les recommandations monnayées en toute légalité : le système avait pour l'Empereur l'avantage de se ménager un peu de liberté (p. 171-179). Depuis qu'il doit acheter le soutien de l'Est, Constantin a dédoublé le Sénat et amplifié un clarissimat administratif hétérogène car multiple (p. 186, 188 et 196). La Curie romaine, après 406, se reconcentre sur ses domaines d'Italie et de Provence (p. 202). Quant aux cités, elles perdent, certes, leurs revenus fonciers et souffrent un temps des exemptions, mais l'honorariat et la résidence locale ont dû, sur place, consolider des élites dont il ne faudrait pas dramatiser la chute (p. 205-206). Même tendance à ne pas noircir le tableau : l'armée, habilement réorganisée par Constantin (p. 212), résiste à la barbarisation (p. 221) et, malgré des handicaps (état d'esprit, manque d'exercices, allégement de l'armement, moindre efficacité des *limitanei*), conserve une force de frappe digne de susciter l'ouvrage de Végèce (p. 227 et 232-234). Autant la *manus armata* reste un corps étranger, voire hostile aux populations, autant celles-ci reçoivent l'encadrement d'une Église qui structure hiérarchies et ressorts (p. 241-244 et 249), pénètre l'espace urbain (p. 251) et le cycle annuel (p. 253), grossit son clergé et ses fonds (p. 263) et donc accroît ses interventions dans l'action sociale et les affaires de justice (p. 257 et 272).

Avec l'appui d'Arnaldo MARCONE et de Brian WARD-PERKINS, C. R. WHITTAKER et Peter GARNSEY campent, en troisième lieu, l'agriculture et le commerce, les relations sociales et les cités. Toujours enclins à relativiser les catastrophes, les auteurs multiplient les touches positives : ils minorent le poids de l'impôt et de la rente (p. 277), notent que, dans les domaines bénéficiant de l'emphytéose, une vie quasi commune unit les *conductores* aux colons, ne croient guère à Lactance et à Symmaque en matière de dépopulation (p. 282), reconnaissent qu'en partie l'Italie se vide mais insistent sur la vitalité de l'Afrique, de la Syrie du Nord et même de l'Occident où 200 sites d'exploitation ont été repérés, majorent, sur la foi d'un seul exemple, l'importance des expéditions de Bretagne vers l'armée du Rhin (p. 281 et 285, où est également brandi l'argument des ventes aux enchères). Les découvertes récentes de Saint-Ouen-du-Breuil, en Seine-Maritime, ravivent cependant la question des villageois : si on les sait favorisés par rapport aux contribuables urbains, la part à faire aux éléments germaniques n'est pas encore éclaircie, tant il est difficile d'accorder les données juridiques avec celles de l'archéologie (p. 280 et 285). À l'épineux problème du colonat, des explications sont fournies : l'État devait garantir aux possesseurs une main d'œuvre stable ; il avait à gérer les différentes catégories de Barbares installés sur des terres romaines ; le vagabondage imposait d'être réprimé. Toutefois, assurent WHITTAKER et GARNSEY, rien n'était rigide et l'on passait du client au colon et du colon à l'esclave : en fait, la grande différence est qu'en principe les esclaves n'étaient pas recrutables pour l'armée (p. 287 et 294-295). Entre l'Ouest et l'Est de l'Empire les oppositions manquent ainsi d'évidence : les cités, protégées par le patronat et les propriétés de leurs habitants, civils ou religieux, tiennent bon face à l'émergence de pouvoirs domaniaux hors les murs (p. 299, 302-306, 310-311).

Le discours ne change guère avec l'étude des échanges. Servis par une économie monétarisée que stimule l'adération (p. 313 et 317), par la non-rigidité des collèges et la liberté du marché (p. 322 et 333), par, enfin, un évergétisme qui n'était pas social mais civique et adroitement se greffait sur une préservation de l'immobilier (p. 319 et 331), les divers niveaux du secteur privé s'ouvrent, durant toute la période, aux entrecroisements du commerce méditerranéen (p. 315 et 325-326).

Des rythmes sociaux, on dira seulement qu'en dépit de la coercition et des inégalités admises même par l'Église, le Sénat de Constantinople et les Barbares dans l'armée créent des appels à la mobilité (p. 338, 364 et 370).

Grâce, en particulier, aux inscriptions d'Aphrodisias (p. 379), nous mesurons mieux le réveil des cités qui, en 374, récupèrent partie de leurs biens et construisent à neuf (p. 381 et 388) : Constantinople maîtrise le problème de l'eau, Ephèse garde ses factions jusque sous Héraclius, l'aire fortifiée de Carthage est le double de celle de Trèves (p. 374, 386, 388, 391 et 415). La tolérance joue longtemps en faveur du paganisme : culte d'Achille et d'Hector reconnu par l'évêque de Troie, statue et temple de Janus en 537 sur le forum romain; ou des Juifs : synagogue de Sardes. Mais, selon les deux axes Est-Ouest et Nord-Sud, la christianisation progresse, portée par la diffusion des reliques; Constance II s'active dans la capitale orientale; dans celle de l'Occident, le mouvement ne s'affirmera qu'à la fin du IV^e^ siècle (p. 393, 398, 401 et 404).

Commence alors une quatrième partie qui, sous la plume de R. C. BLOCKLEY, Benjamin ISAAC, Malcom TODD, Peter HEATHER et I. N. WOOD, renouvelle souvent l'information, bien que des empiétements provoquent quelques redites. Sous le règne de Théodose II naît une politique de la diplomatie. Auparavant règne la défense armée : fortification de la Haute-Mésopotamie, surveillance des rocades de frontière avec l'aide des phylarques arabes, efforts, soutenus par la démographie, pour la militarisation des *limitanei*; l'armée quitte les côtes de Syrie-Palestine pour se déployer dans la steppe; les villes, qui doivent se défendre elles-mêmes, servent de points d'appui à une guerre de mouvement dont les territoires ne sont pas les enjeux (p. 414, 419, 450, 455-456 et 458). Les résultats sont satisfaisants. Après la stabilisation avec la Perse, le seul danger extérieur — à l'intérieur il y les Juifs et les Isauriens (p. 452-453) — ne viendra que des Huns en 395-397.

Dans les pages qui suivent, l'Ouest, à peine évoqué à cause de l'installation des Francs en Toxandrie (p. 420), reprend ses droits et là l'archéologie domine en raison des fouilles dans le *Barbaricum* et des éléments de comparaison qu'elles introduisent en-deçà du *limes*. En Aquitaine, les sépultures wisigothiques et burgondes s'identifient mal, mais en Normandie, dans le Vermandois, au débouché de la Séquanie, surtout en zone rhénane, à Cologne, à Trèves, Krefeld, Maastricht, voire à Vireux-Molhain, on suit les traces des mercenaires amalgamés, des envahisseurs, des sédentarisés : les nécropoles, par leur matériel — exceptionnellement monétaire — témoignent de trois étapes : d'abord des prémices à la fin du IV^e^ siècle, puis une recrudescence aux environs de 430, pour finir, une réelle imprégnation dans le dernier tiers du V^e^ (p. 464-469). Sur le Danube, comme sur le Rhin ou en Bretagne, s'exerce la poussée de peuples en croissance mais à la recherche de terres : les trouvailles danoises de Gudme, les tourbières de Basse-Saxe, la métallurgie des cultures de Przeworsk et de Cernjachov ressuscitent des aires très vastes de circulation qui buttent sur les frontières et, là encore, ne font que s'infiltrer avant les années 425-450 (p. 470-474, 478 et 480).

Du chapitre plus spécialement consacré aux Goths et aux Huns que retenir sinon les p. 503 et 511 qui précisent la route des migrations et l'hasardeux échafaudage

des coalitions dirigées contre l'Italie ? En revanche, l'établissement des Barbares en Occident fait l'objet d'utiles interrogations sur la *tertia* (p. 522), les silences des *Annales de Ravenne* (p. 528), le retour de Rutilus en Gaule et ses éventuelles motivations (p. 532). Entre 410 et 430, les querelles des généraux et le recours aux contingents barbares signent la disparition de l'armée romaine. Sur le moment, une fidélité formelle à la personne de Valentinien III masqua sous les artifices des traités que l'Empire ainsi se désintégrait (p. 533-536).

Dans la cinquième partie, les phénomènes religieux n'étaient pas aisés à circonscrire. Les théories et leur pratique ont été si compliquées et déjà tant de fois analysées que pointait le risque de paraître plus pesant que neuf : Garth FOWDEN et Henry CHADWICK ont tenté l'impossible et, comme toujours, Peter BROWN s'est surpassé. La parole d'abord, est donnée aux païens et à leurs philosophes. Les handicaps furent doubles : d'une part, dès 383, les assises matérielles avaient été compromises (p. 543), de l'autre, le polythéisme se prêtait peu à la conceptualisation et quand des rénovateurs s'y orientaient, ils heurtaient les traditions (p. 548 et 559). Pourtant, la situation, fluide, tolérait des compromis de *facto* (p. 542) ; au VI^e^ siècle, tous les cultes, oracles et enseignements n'avaient pas sombré, du moins à la périphérie : Carrhae, Ghirza (p. 555-557).

« Bataille de nuit dans le brouillard », selon la formule de Basile (p. 598), les conflits entre orthodoxes et hérétiques décourageraient le lecteur si des jugements, prenant de la hauteur, ne lui montraient le pragmatisme d'un Ambroise (p. 580), les outrances d'un Athanase ou d'un Augustin (p. 592), si, surtout, par delà les individus et les clans, ne se percevaient les grandes apories de l'Incarnation, de l'Eucharistie, du salut individuel (p. 563). De plain pied, au contraire, nous entrons dans la très dense réflexion sur l'ascétisme. En schématisant, je dirai que trois idées la conduisent. La première (p. 601 et 613) est que l'exercice spirituel s'adresse à tous, aux païens comme aux chrétiens et que, lorsque sont dépassées les questions accessoires, comme le mariage ou la richesse, sophistes et pythagoriciens, évêques et moines peuvent se rencontrer dans la création de soi sur soi avec l'aide de Dieu. Le demi-siècle qui va d'Eunape aux *Apophtegmata patrum* prouve cette osmose d'intention. Le second accent est posé sur le Désert, non un espace mais un état d'esprit et, par conséquent, localisable, bien sûr, en Égypte, mais aussi dans les îles d'Italie, les campagnes de Loire, ou derrière l'enceinte de n'importe quelle cité. Par une attention au corps qui se maîtrise et travaille, le dépouillement se modèle sur les exemples d'Israël et du Christ (p. 614 et 625). Mais troisième volet du triptyque, à l'expérience du dénuement, se joignent d'autres voies : l'introspection quasi-psychanalytique d'un Evagre (p. 626), le sens du mystère et de la grâce puisée chez Augustin, le communautarisme ecclésial que prêchera Grégoire le Grand (p. 628).

La christianisation ne se cerne que par des approches de fine sociologie, car la coupure entre *gentilis* et *christianus* a beau être aussi aiguë que celle de l'homme et de la femme (p. 632), le triomphe de la croix sur les démons n'a pas suivi *ipso facto* la proscription des sacrifices et la fonte des idoles ; quoique des représailles répondent à l'incendie des synagogues ou à la mise à bas des *signa*, il règne, avec l'aval des classes supérieures dans les deux camps, une tolérance certainement méprisante mais qui, alimentée par la culture traditionnelle et le respect du droit, épargne les personnes (p. 634, 637, 640-645, 650-651). L'Église, en fait, adresse ses sermons à un petit groupe de fidèles, aidée dans cette cristallisation autour d'un noyau de « purs » par son clergé et les moines (p. 654). La grande majorité, elle, n'a plus besoin d'être exemplaire. Il suffit qu'encouragée par la dévotion aux Empereurs, elle module ses nouvelles habitudes. L'attitude à l'égard du baptême est carac-

térisante : administré après les études, lors de cérémonies imposantes, il assure l'exaltante liturgie de l'ensevelissement. Néanmoins beaucoup s'en tiennent à un catéchuménat à perpétuité, portés qu'ils sont naturellement à des exubérances festives où pèsent lourd les conversions en masse. Ce recalage sur d'anciens comportements anémiait la croyance et obligeait, pour ranimer les âmes, à rebâtir dans la *Cité de Dieu* l'antagonisme avec le passé vaincu (p. 652, 656-658 et 663).

L'histoire cuturelle occupe la sixième et dernière partie : Averil CAMERON s'est adjoint Sébastien BROCK et Mark SMITH pour les langues orientales, tandis que Jás ELSNER se chargeait de l'art et de l'architecture. À juste titre, est valorisée la dichotomie entre l'hyperformalisme d'une littérature absconse et la part grandissante de l'oralité, à cause de l'homilétique, des hymnes, des controverses (p. 678 et 703). À l'Est, héritière de l'araméen, empruntant à l'hébreu et au grec, la *Kunstprosa* syriaque se diffuse, au IV^e^ siècle, sous l'impulsion d'Ephrem, en direction de l'empire sassanide (p. 709-719) : tout le chapitre est à lire. On en dira autant du suivant (p. 720-735) : les derniers hiéroglyphes datant de 394 et l'ultime inscription démotique de 452, s'épanouit en Égypte une production religieuse malaisée à dater : textes magiques, apocryphes, traductions des Pères, catéchèses de Shénoute d'Atripe, bibliothèque gnostique de Nag Hammadi, écrits manichéens de Medinet Madi, non loin du Fayoum. Par ce canal du copte et de ses dialectes se communique une vaste circulation de la Bible avec tous ses entours.

Comment appréhender l'art du IV^e^ siècle ? Par le style, en détectant l'abstraction ou l'expressionnisme ? Par le sujet, en retraçant l'élaboration des programmes iconographiques ? Plutôt par la technique qui, comme dans l'Arc de Constantin (p. 740-741), saisit le télescopage des remplois, si révélateur pour l'historien des mentalités : autant les paroles polémiquent (p.744), autant l'image allégorise, assumant les superpositions de sens (p. 746) : Hercule ou le Christ, Sérapis ou Joseph, la sacralité de Dieu ou de l'Empereur (p. 750, 753, 759-760). Ce syncrétisme alarme les rigoristes, persuadés depuis Platon que peinture est mensonge (p. 756), mais la pédagogie des foules entraînera nécessairement un enseignement par l'œil, bien lent cependant à gagner son autonomie.

Tout au long de cette recension, j'ai, de propos délibéré, renoncé à discuter nombre de détails d'érudition. Il m'a semblé préférable d'accompagner la démarche des auteurs. Celle-ci déconcerte un peu de ce côté de la Manche, car nous aimons les ensembles architecturés et sommes surpris tant par des omissions : la monnaie, les produits manufacturés, la vie quotidienne que par l'absence de conclusion générale. C'est, sans doute, se méprendre sur l'interprétation proposée : pourquoi « boucler » un livre, si après 425, pareil à un organisme meurtri mais encore plein de ressources, l'Empire romain continuait ?

J. P. CALLU.

Louis DILLEMANN, *La Cosmographie du Ravennate*, ouvrage édité avec préface et notes additionnelles par Yves JANVIER (coll. *Latomus*, vol. 235) : Bruxelles, Latomus. Revue d'études latines, 1997, 262 pages.

L. DILLEMANN (1899-1985), officier de l'armée de terre, devint par goût, au hasard de ses affectations, un spécialiste de la géographie historique dans l'aire de la Mésopotamie antique, à laquelle il consacra une thèse, élaborée dans sa retraite studieuse, et un long mémoire. Par ailleurs, il eut le temps d'aborder dans quelques travaux préliminaires l'étude de la *Cosmographie* du Ravennate, et surtout il laissait à sa mort un dactylogramme intitulé *La Cosmographie du Ravennate. Étude intégrale.* En fait, ce legs était très imparfait, comme nous pouvons en témoigner. Presque

aveugle depuis 1980, l'auteur avait dû s'en remettre au dévouement de ses proches et renoncer à se relire.

Y. JANVIER a eu le courage de préciser quantité de références, de redessiner les quatorze croquis figurant des itinéraires, de munir l'ouvrage d'un complément bibliographique et d'un index toponymique, d'ajouter enfin près de trois cents notes discrètes mais éclairantes, s'attachant à « parfaire la forme du livre sans en trahir le fond » (p. 7). Cette abnégation pieuse n'a pu se donner cours qu'au détriment de l'œuvre scientifique d'Y. JANVIER lui-même, que nous tenons pour tout à fait remarquable.

Le sacrifice est-il justifié ? Sceptique à l'origine, nous le croyons aujourd'hui, tant le travail de l'éditeur a été efficace dans sa sobriété voulue. Il s'agit bien de la première étude d'ensemble d'un ouvrage d'interprétation difficile, car J. SCHNETZ s'est attaché avant tout aux sources de la *Cosmographie* et B. H. STOLTE a consacré au Ravennate une dissertation (en néerlandais) d'ampleur limitée et moins mûrie.

La première partie du livre (p. 17-58) traite des sources de la *Cosmographie* (que L. DILLEMANN considère comme faite d'apports successifs), à savoir, pour l'essentiel, une carte circulaire à légendes, comme celle de Beatus, et un livret copié sur une carte routière proche du modèle de la *Table de Peutinger*, mais plus complète que celle-ci. Par ailleurs, Ptolémée, ou plutôt la tradition ptoléméenne, et Jordanès ont été assez souvent mis à contribution. En revanche, si L. DILLEMANN accepte, non sans réticence, de compter Castorius au nombre des sources de la *Cosmographie*, il considère Probinus et Marcellus, Lollianus et Arbitio, ainsi que tous les « philosophes » cités par le Ravennate (au sens de « géographes », cf. Str. I, 1,1 C1), comme des auteurs fictifs (p. 47-58).

La seconde et dernière partie (p. 61-209), nécessairement beaucoup plus longue, s'attache à l'étude détaillée des « patries » et des îles (ces dernières traitées à part dans la *Cosm.*, selon une tradition qui s'est perpétuée jusqu'au...XIX^{e} siècle). Elle est guidée par la conviction, presque toujours justifiée, que les innovations apparentes du Ravennate ne sont que des cacographies tirant leur origine de la mélecture ou, déjà, de la corruption de sources bien antérieures, conviction réaffirmée avec netteté dans la conclusion (p. 211). Nous pensons que cette démarche est de bonne méthode, tant le poids de la tradition en matière de géographie s'accroît au fil du temps dans l'Antiquité et ses prolongements. Mais, comme en convient l'auteur lui-même, on peut lui reprocher d'avoir assez souvent proposé des corrections imprudentes, faute d'admettre que nous ignorons une partie (limitée sans doute) des sources de la *Cosm.* Bref, quand L. DILLEMANN conclut (p. 211) : « La *Cosmographie de Ravenne* est désormais sans mystère », ce beau cri est légitime si l'on reste à un certain niveau de généralité. Mais, dans le détail des identifications, subsiste une quantité de problèmes, pour lesquels le commentateur a proposé des solutions douteuses ou erronées, ou qu'il a méconnus. Nous en donnerons pour finir quelques exemples dans l'aire géographique qui nous est familière.

— Comme l'a vu DILLEMANN (p. 87), mais sans en tirer toutes les conséquences, le Ravennate a « inventé » la Maurétanie gaditane (du nom du détroit de Gadès, notre détroit de Gibraltar) en l'opposant à la Maurétanie tingitane, parce qu'il a dérivé cette dernière, non de *Tingi* (Tanger), mais de *Castellum Tingitanum* (ex-Orléansville/Ech-Cheliff). De fait, sa Tingitane, située pour la plus grande partie à l'ouest de cette ville, correspond en gros à l'actuelle Oranie. Dès lors, si l'on a recours à l'indispensable carte de SALAMA, on s'aperçoit que *Turbice* (Rav. III, 9, P. & P., p. 161, 1) doit être interprété *Kapu]turbe-Ce[n* (respectivement Tagremaret et Aioun Sbiba), non loin de *Tigit* (Benian), qui devient *Figit* chez le Rav.

(*ibid.*, p. 160, 15). DILLEMANN (p. 88) semble, de plus, ignorer que *Tepidas* (p. 160, 8) est localisé aux bains de Sidi Abdelli par St. GSELL, *A.A.A.*, f. 31, n° 35.

— Les *Naubaboni* ou *Nauuauon montes* (I, 2, p. 6, 11, et III, 2 p. 136, 11) du pays des Garamantes traversé par le fleuve *Ger* ne peuvent être que les *Nesamones* de *Table de Peutinger*, VIII, 2-3, dont le nom est porté au nord d'un mont où le fleuve *Giris* prend source ou aboutit (cf. D., p. 65).

— J. SCHNETZ a raison contre DILLEMANN (p. 66) de comprendre l'*Aethiopia Biboblatis*, traversée aussi par le *Ger*, comme « l'Éthiopie des buissons de papyrus » (βυβλοβατίς). L'abondance du papyrus est rendue nécessaire par l'assimilation du *Ger* au Nil (Rav., III, 1, p. 119, 6-7, et déjà, pour le *Nigris*, Pline l'A., V, 44). Par ailleurs, si la *Mauritania Perosis* est dite *patria salinarum*, c'est que les nomades *Pharusii*, souvent assimilés aux *Perorsi*, fréquentaient la route des chotts (Str., XVII, 3, 7, C828).

— Nombre d'identifications de villes de l'*Africana patria* (Rav., III, 5) nous semblent aventurées. Il n'est pas raisonnable de situer (DILLEMANN, p. 78) l'obscur *Bamethi* ou *Bathmetim* sur la « frontière » entre l'*Africa uetus* et l'*Africa noua*, en lui donnant une étymologie grecque (βαθμίς).

— L'*India Maior* n'est pas une « dénomination inventée » (DILLEMANN, p. 142), puisqu'on la trouve déjà dans l'*Expositio totius mundi et gentium*, 16. C'est l'Inde d'après J. ROUGÉ, la Nubie et l'Azanie selon d'autres.

— Les identifications des toponymes sur la côte libyenne proche de l'Égypte et à l'est du Delta (DILLEMANN p. 164-165) sont souvent très hypothétiques. Le point de départ de la liste du Rav., III, 2, p. 132, 20, ne nous semble pas, comme le croit DILLEMANN (p. 166), la lointaine Bérénice de Cyrénaïque (Benghazi), très excentrée par rapport à l'Égypte sur la *Table de Peutinger*, mais Bérénice des Troglodytes; dès lors *Apollonia* et *Facion* (plutôt que *Fition*) représentent *Apollonos* et *Philacon* de *T.P.* (IX, 4), sur la piste Bérénice-Coptos. L'allusion de DILLEMANN aux réformes de Dioclétien n'a plus lieu d'être.

— *Dionoristene* (Rav., V, 18, p. 390, 21), première île mentionnée dans le golfe Arabique (notre mer Rouge), n'est pas Dioscoride (Socotra), dans l'océan Indien, comme le pense DILLEMANN (p. 182), mais représente *Diodori stena* : détroit de Périm, c'est-à-dire Bab el-Mandeb (*stena* : cf. Str. XVI, 4, 4, C769; *Diodoros* : *P.M.E.*, 25).

Comme on le voit, bien des progrès restent à faire dans l'intelligence du Ravennate. Du moins l'étude de L. DILLEMANN, à laquelle Y. JANVIER nous donne généreusement accès, constitue-t-elle un jalon marquant dans cette quête d'intelligibilité appliquée à une compilation capricieuse de noms géographiques particulièrement corrompus.

Jehan DESANGES.

E. ZANINI, *Le Italie bizantine. Territorio, insediamenti ed economia nella provincia bizantina d'Italia (VI-VIII secolo)*, Bari : éd. Edipuglia, 1998, 386 pages, 90 000 lires, ISBN 88-7228-195-4.

Auteur d'une récente *Introduction à l'archéologie byzantine* (Rome, 1994), E. ZANINI, qui a conduit diverses fouilles en Italie et au Moyen-Orient, était plus qualifié que quiconque pour aborder l'histoire de l'Italie entre l'Antiquité tardive et les débuts du Moyen Âge, une histoire encore mal connue malgré les recherches d'A. GUILLOU, T. S. BROWN et N. J. CHRISTIE. Le travail que ce jeune chercheur

italien propose dans le présent ouvrage montre combien il domine parfaitement son sujet, qu'il expose avec une clarté exemplaire.

Le livre commence par une enquête historiographique (chap. I, p. 5-31) où l'auteur souligne le peu d'intérêt que la science italienne en général et l'archéologie italienne en particulier ont, sauf exception (N. LAMBOGLIA, A. PERTUSI), manifesté pour cette période charnière que constituent les VI^e^-VIII^e^ siècles. C'est seulement depuis une quinzaine d'années, précise-t-il, que l'on assiste à un développement des enquêtes sur le terrain, ce qui ne manque pas de poser quelques problèmes : sur le plan pratique déjà, puisqu'on assiste à une atomisation de la recherche, sur le plan scientifique ensuite, parce que les données nouvelles qui résultent de ces enquêtes soulèvent plus de problèmes qu'elles ne permettent d'en résoudre.

À la vérité, l'histoire de l'Italie entre le VI^e^ et le VIII^e^ siècle a beau être claire dans ses grandes lignes, que rappelle l'auteur (chap. 2, p. 33-104) en se fondant sur les textes littéraires (Procope de Césarée, Grégoire le Grand, Georges de Chypre, Paul Diacre essentiellement), le détail en est passablement nébuleux. De la reconquête italienne lancée par Justinien (535-569) à la construction d'une Italie simultanément byzantine et lombarde (569-*ca* 640), puis à celle d'une Italie lombarde flanquée de possessions byzantines (l'exarchat de Ravenne et quelques duchés, dont celui de Rome) de plus en plus morcelées et restreintes jusqu'à la constitution du thème de Sicile en 692/695 et à la prise de Ravenne en 751, l'histoire *des* Italies byzantines (celles de la Préfecture d'Italie, puis de l'exarchat de Ravenne, puis du thème de Sicile) est celle d'une peau de chagrin, comme le montrent éloquemment les diverses cartes qui accompagnent l'évocation de ces deux siècles de relations lombardo-byzantines : l'action successive des rois lombards Alboin (568-569), Agilulf (590-616), Rotaris (636-652), des ducs de Bénévent Romuald et Gisulf, puis du roi Liutprand (712-744) eurent, de fait, progressivement raison de la puissance byzantine. Mais dans la réalité géographique cette évolution s'est faite lentement, et surtout selon des modalités diverses et des variantes locales que le recours à l'investigation archéologique permet souvent de pressentir, sans pouvoir encore en rendre compte avec toute la précision scientifique requise.

L'intérêt essentiel de l'ouvrage est donc de faire le point sur les données les plus récentes de l'archéologie italienne (ou en Italie), que l'auteur confronte d'un côté aux données littéraires, et qu'il compare d'un autre côté avec les données archéologiques de la péninsule balkanique, de Constantinople ou du Proche-Orient syro-palestinien. Trois domaines sont envisagés : l'habitat urbain (chap. 3, p. 105-208), la défense du territoire (chap. 4, p. 209-290), l'économie (chap. 5, p. 291-332). Dans cet effort de synthèse, que viendront prochainement remettre en cause — l'auteur le sait bien — de nouvelles analyses ou découvertes, E. ZANINI insiste sur le rôle bénéfique qu'au moins jusqu'à la moitié du VII^e^ siècle eut le maintien, à travers les transformations politico-militaires, de l'administration byzantine, de ses institutions et de ses réseaux commerciaux. En règle générale il préfère marquer les continuités (administratives, militaires, religieuses, économiques) plutôt que les ruptures, souvent exagérées par les textes littéraires, tout en différenciant — autant que faire se peut — le sort des territoires byzantins, qui n'ont eux-mêmes connu ni le même sort ni les mêmes évolutions, et celui des possessions conquises par les Lombards et progressivement intégrées à la *Langobardia major*. Moins que de décadence et de ruptures il parle de transformations progressives et de « micro-césures successives ».

Dans les cités byzantines on continua de fait à maintenir les institutions, à restaurer les remparts, à entretenir les aqueducs, bref, à conserver les infrastructures fondamentales de la vie urbaine, tout en poursuivant parallèlement la christianisa-

tion des espaces et des édifices publics; cependant des divergences s'amorcent, par exemple la ruralisation de Brescia ou de Vérone, qui s'oppose à la continuité urbaine de Ravenne. De même, sur le plan défensif, l'Italie connaît d'abord une phase de continuité, durant laquelle, au Sud du Pô, les Byzantins réutilisent les fortifications romaines et (en Italie centrale) gothiques, dans une stratégie de défense en profondeur qui se traduit surtout par le contrôle des cités et des nœuds routiers. Mais à la fin du VI[e] siècle apparaissent des éléments de transformation, dus à la prévalence d'une « micro-conflictualité locale » qui se traduit elle-même par une stratégie de défense sélective du territoire italien (frontière padane, couloir de la *Via Flaminia*, territoire napolitain, territoire salentin et Calabre). D'où « une progressive régionalisation, sub-régionalisation et enfin une localisation de la défense », et le passage d'une conception unitaire de la défense à celle d'une focalisation de celle-ci sur quelques points particuliers; au soldat-paysan succède le paysan-soldat, aux *castra* organisés systématiquement, des *castella* de « micro-*limes* ». Sur le plan économique enfin, cette situation aboutit parallèlement à une modification graduelle du système des échanges commerciaux. L'étude, souvent encore balbutiante, du matériel archéologique (céramique sigillée D, amphores, lampes) des centres byzantins permet en effet de montrer la permanence des échanges avec l'Afrique du Nord au VI[e] siècle et encore dans la première moitié du VII[e] siècle, tandis qu'à partir de 650/675 le marché se tourne progressivement vers la Méditerranée orientale et que, simultanément, l'on voit s'affirmer un système d'autoconsommation régionale; quant aux centres passés, au VI[e] siècle, sous contrôle lombard, ils paraissent, dès le début du VII[e] siècle, ne plus pouvoir participer au mouvement des échanges, ce qui est le signe d'une rupture croissante entre les aristocraties lombardes et les zones sous contrôle byzantin ou papal.

Au terme de cette synthèse archéologique, dont le présent compte rendu ne saurait épuiser la richesse, l'auteur souligne (chap. 6, p. 333-340) le rôle majeur exercé par le pouvoir byzantin sur le plan institutionnel, défensif et commercial entre le VI[e] et le VIII[e] siècles, mais aussi les diverses lignes de discontinuité qui ont traversé les deux siècles d'autorité byzantine en Italie. Puis il définit quelques directions de recherche relatives à l'organisation territoriale et sociale — encore bien mal connue dans le détail — de la présence byzantine, à celle des espaces urbains — encore souvent peu claire —, à l'organisation de la défense (dans l'Apennin ligure-toscano-émilien, en Émilie-Vénétie, dans le Latium méridional, dans des cités comme Ferrare, Cesena, Ancône, Crotone, etc...) ou de l'économie (particulièrement en Sicile et en Sardaigne), ce qui suppose aussi, à partir de 700, une bonne compréhension des fossiles directeurs, souvent difficiles à interpréter. Bref : une multitude de questions se posent encore, ce que l'auteur sait plus et mieux que quiconque. Aussi ses remarques conclusives appellent-elles de leurs vœux, et le plus tôt possible, de nouvelles recherches en la matière, quitte à ce que ces recherches viennent déranger la belle ordonnance de l'ouvrage ainsi achevé.

On l'aura compris : par sa clarté d'exposition, sa richesse d'informations (les plus récentes comprises), son sens de la synthèse, sa volonté de donner pleinement à l'archéologie son rôle de science auxiliaire de l'histoire et par son souci de mettre en lumière l'importance de l'influence byzantine dans l'évolution historique de l'Italie l'ouvrage d'E. ZANINI mérite d'être lu, relu et médité, par les antiquisants comme par les byzantinistes et les médiévistes, par les historiens comme par les archéologues et, plus généralement, par tous ceux, spécialistes ou non, qu'intéresse l'histoire de l'Italie.

D. ROQUES.